M 6189 - 1182 - 8,00 F

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 182 - 15 février 1991 - prix : 8 F

AFP

AFP

MOURIR DANS LE GOLFE POUR LES INDUSTRIELS ET LES BANQUIERS

GAMMA

MOURIR DANS LE GOLFE POUR LES INDUSTRIELS ET LES BANQUIERS

Voilà près d'un mois que la guerre du Golfe est commencée ; près d'un mois que, quotidiennement, les bombardiers des forces de la coalition impérialiste déversent, jours et nuits, bombes et missiles sur l'Irak, et que l'on ne compte même plus ni le nombre de missions aériennes ni le tonnage d'explosifs largué, tant ils dépassent, et de loin, ceux des guerres antérieures. A combien de fois Hiroshima, ou Dresde, en est-on ? Combien de morts, comme ces centaines d'Irakiens, écrasés sous les bombes «coalisées» dont la télévision nous a montré les images, le 13 février ? Qu'importe le chiffre qui figurera dans le livre des records. Dans le domaine de la barbarie, le capitalisme a, à chaque fois qu'il en a eu l'occasion, fait la démonstration qu'il était capable de surpasser ses exploits précédents. Et ce n'est que le début, car ce prélude aérien n'est destiné qu'à préparer l'offensive terrestre qu'on nous annonce comme imminente, et particulièrement meurtrière, y compris, cette fois, du côté des soldats de la coalition impérialiste.

Mais cette boucherie se voudrait une barbarie à visage humain, un mal nécessaire, pour l'accomplissement du Bien. Si on perpétue ce massacre, nous dit-on, ce serait pour faire respecter la morale et le droit international. Ce serait uniquement pour faire rendre gorge au tyran Saddam Hussein. Et l'on peut entendre des personnalités, parmi lesquelles certaines, en d'autres temps, avaient pris courageusement la défense des victimes de l'oppression, reprendre cet argument pour justifier leur approbation de l'intervention des coalisés. Mais même si le but véritable de Bush et de ses alliés était de débarrasser le peuple irakien de la dictature de Saddam Hussein, ce serait une bien douteuse conception du droit et de la morale que de considérer la population irakienne comme collectivement responsable des exactions de son dirigeant et de prétendre qu'elle doit être châtiée à ce titre, et une bien curieuse façon de prétendre la libérer en commençant par la massacrer. Mais bien évidemment, pour Bush, Mitterrand et les autres, il ne s'agit pas de cela.

La propagande que l'on nous sert, ici, en France, comme dans les pays occidentaux participant à la coalition impérialiste, ne se soucie guère de telles contradictions. Ainsi par exemple, on parle aujourd'hui de l'horrible massacre perpétré par Saddam Hussein contre les Kurdes, contre lesquels on a utilisé les gaz – vendus, rappelons-le, à Saddam Hussein par des sociétés occidentales. Mais il ne faudrait pas que la dénonciation d'un massacre serve à en cacher un autre et omettre de signaler aujourd'hui que les bombes qui déferlent sur l'Irak ne font pas le partage entre les Irakiens et les Kurdes dont 3 000 auraient été victimes des bombes américaines, britanniques ou françaises, selon un dirigeant de la résistance kurde.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

La réalité, qui se trouve derrière cette entreprise de bourrage de crâne que l'on nous fait subir, est illustrée par des informations qui ne figurent pas à la rubrique militaire ou politique des journaux, mais à la rubrique économique. On apprend que, pendant le massacre, les affaires continuent et que, la guerre à peine commencée et bien loin d'être finie, les grosses sociétés occidentales les signent déjà les contrats en vue de la reconstruction du Koweït et lorgnent sur ceux concernant la reconstruction future de l'Irak. Il y a comme un partage des tâches : les militaires détruisent, les trusts arrivent pour reconstruire, proposent leurs services et empochent les profits.

C'est ainsi donc que, en parallèle à l'affrontement militaire, se déroule une autre bataille qui, celle-là, met aux prises les trusts des puissances alliées. On sait déjà que, dans cette bataille-là, ce sont les sociétés américaines qui bénéficieront de la plus grosse part du gâteau. Des commentateurs nous expliquent que le partage s'est fait au prorata de la participation militaire, les compagnies françaises étant réduites à la portion congrue, payant ainsi le fait, nous dit-on, que la participation militaire de la France est loin d'être à la hauteur de celle des Américains. L'explication vaut ce qu'elle vaut, mais elle a le mérite d'illustrer le vrai visage de cette guerre, son aspect sordide, mais bien réel, à l'image de brigands qui se disputent un butin.

Anatole France disait, à propos de la Première Guerre mondiale : «On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels et les banquiers».

Dans cette sale guerre qui se déroule bien loin de chez eux, les jeunes américains, français, britanniques qui vont être engagés dans la prochaine bataille terrestre, et qui vont y laisser leur peau, ne mourront pas pour leur patrie, pas même pour le droit et la liberté. Mais ce qui est certain, c'est qu'ils vont mourir pour les profits de ces trusts qui n'attendent même pas la fin de la bataille pour se jeter sur les bonnes affaires.

L'Irak sous les bombes

MASSACRE AUX ARMES CONVENTIONNELLES

Les déclarations de Mitterrand se prononçant contre l'utilisation des armes chimiques, bactériologiques et nucléaires dans la guerre contre l'Irak agitent le petit monde des politiciens français. Barre a approuvé Mitterrand : *"Nous sommes contre l'usage des armes chimiques et bactériologiques. Il vaut mieux le dire"*. Simone Veil l'a critiqué. L'Union pour la France, le comité de liaison entre Giscard et Chirac s'est réuni pour cette occasion afin de *"marquer son étonnement devant l'aspect prématuré de certaines déclarations du président de la République. Dans la guerre, le secret est un atout. Il est aussi un moyen de dissuader l'adversaire d'employer des armes interdites"*. Pasqua, de son côté, avait jugé cette polémique *"sans fondement"*.

Toute cette discussion est bien sûr dérisoire. Tous ces politiciens occupés à leur guéguerre savent, et Mitterrand le premier, que les dirigeants et l'état-major américains prendront leur décision sans en référer à personne. Mais les arguments utilisés sont significatifs des mensonges que ces gens-là tentent de faire avaler aux opinions occidentales. Ils montrent aussi les craintes qu'éprouvent les gouvernants des répercussions que cette guerre pourrait avoir parmi les peuples arabes.

Il y a d'abord le mensonge qui consiste à prétendre que cette guerre serait propre tant qu'elle est menée avec des armes dites classiques. Lecanuet interrogé sur le sujet vantait, après bien d'autres, *"la précision extraordinaire des armes modernes"*. De toute évidence, ces gens sont gênés par les images de plus en plus nombreuses de destructions civiles parvenues tant bien que mal d'Irak. Voici maintenant qu'apparaissent les effets de ces fameux bombardements effectués, paraît-il, avec une *"précision chirurgicale"* mais qui remplissent les hôpitaux de victimes civiles. D'autant que la deuxième phase de bombardements et la troisième ont encore élargi la notion d'objectif militaire. Les ponts, les grandes routes, les voies ferrées ont été classés objectifs par les militaires eux-mêmes. L'ensemble de Bassorah, la deuxième ville du pays, aussi. Et les bombardements frappent maintenant les édifices administratifs, en plein centre de Bagdad. Quant au Koweït d'où tous les princes milliardaires s'étaient enfuis, mais pas toute la population civile, on peut se demander ce qu'il en reste aujourd'hui. Un pilote, cité par *Le Monde* du 13 février, déclarait : *"Le Koweït ressemble à un grand tas de ferraille, avec de larges surfaces percées de cratères noircis..."*.

Alors, derrière les communiqués officiels destinés à minimiser systématiquement les destructions et les pertes humaines, l'ampleur du déluge de feu déclenché par cette armée ultramoderne apparaît chaque jour un peu plus. Derniers engins de mort livrés sur les bases américaines, en instance d'utilisation : les bombes à effet de souffle, déjà expérimentées au Vietnam et en Afghanistan. Ces projectiles libèrent un nuage de vapeurs de gaz (du propane ou de l'oxyde d'éthylène) très inflammables. Une immense boule de feu engendre alors une onde de choc sur plusieurs kilomètres carrés. Son pouvoir de destruction est dix fois supérieur à celui d'une bombe classique.

Voilà les armes dites normales, conventionnelles, selon le terme consacré, c'est-à-dire conformes aux conventions de la guerre. Des armes qui, pour un peu, recevraient, à en croire certains, l'estampille *"respect des droits de l'homme"*.

Mais bien sûr, il peut y avoir, il y a déjà eu, par le passé, pire. Il peut y avoir l'utilisation d'armes représentant une volonté encore plus forte de destruction. D'armes destinées à frapper non seulement ceux qu'elles touchent mais aussi à terroriser tous les autres. Des armes chimiques par exemple comme ces gaz pouvant ronger, asphyxier. On en parle de plus en plus. Au début, il s'agissait, seulement, selon le secrétaire à la Défense, Cheney, de répondre par les mêmes moyens à une éventuelle agression chimique de Saddam Hussein contre Israël.

Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que des armes chimiques seraient utilisées par une grande puissance contre un petit pays : les bombardements au napalm pour brûler les gens et les récoltes au Vietnam et en Afghanistan étaient bel et bien des agressions chimiques. De même que l'épandage de produits défoliants qui vingt ans après empoisonnent encore.

La bombe nucléaire, même, est appelée à la rescousse par quelques-uns. Un politicien américain, élu républicain à la Chambre des représentants, a demandé que des *"centaines de bombes nucléaires, d'une puissance d'un kilotonne, soient envoyées sur les fortifications irakiennes au Koweït, si cela permet d'éviter le retour de 20 000 Américains dans des cercueils"*.

Le problème en réalité n'est pas principalement militaire. Il est d'abord politique. Utiliser des armes encore plus terrifiantes pour frapper l'opinion, c'est une chose possible. Mais un choix qui pourrait se révéler à double tranchant. L'impérialisme américain craint certes les réactions que susciteront dans l'opinion américaine les pertes dans ses troupes. Mais il doit tenir compte aussi des réactions populaires dans les autres pays, à commencer par celles des peuples arabes en cas d'emploi d'armes terroristes chimiques ou nucléaires, mais aussi de l'opinion dans les pays occidentaux.

Ceci dit, le fait que des voix se fassent aujourd'hui entendre pour évoquer tranquillement, sans immédiatement passer pour celles de fous sanglants, l'emploi de gaz voire même de la bombe nucléaire, en dit long sur la barbarie potentielle des responsables des pays riches qui prétendent, au nom de la morale, bien sûr, imposer leur loi à tous les peuples.

Pierre VERNANT

Le Vietnam : une guerre chimique presque oubliée

NOUS VIVONS UNE ÉPOQUE MODERNE

Il y a vingt-et-un ans, en 1970, des avions américains répandaient des produits défoliants au Vietnam, près de la frontière cambodgienne.

ARC.

Pendant la guerre du Vietnam, l'impérialisme américain ne s'est pas contenté de faire larguer par son aviation quelque 7 millions de tonnes de bombes "classiques". Il fit aussi larguer des produits chimiques destinés à empoisonner les récoltes et à défolier les forêts. Il y eut ainsi l'"agent bleu" et l'"agent orange", jolis noms qui désignaient des substances à l'arsenic dans un cas, à la dioxine dans l'autre. Les Etats-Unis auraient déversé plus de 40 millions de litres de cet "agent orange" sur deux millions d'hectares de forêts vietnamiennes, entre 1965 et 1971. Comme quoi, en matière de guerre chimique, les Américains ont une confortable antériorité.

Nul ne peut raisonnablement croire que l'usage de ce puissant défoliant ait pu rester sans effet sur les humains, combattants vietcongs utilisant le couvert de ces forêts, et soldats américains eux-mêmes compris. Il aura pourtant fallu attendre 20 ans pour que les autorités américaines acceptent de reconnaître que l'exposition à l'"agent orange" ait pu être nocive pour l'organisme humain. Un certain nombre d'anciens du Vietnam en ayant été victimes ont, en effet, mené pendant ces années une procédure acharnée, sans jamais parvenir à obtenir cette reconnaissance, et les indemnisations correspondantes.

Mais la guerre du Golfe est venue, en somme, à leur secours, avec la grande croisade de propagande contre l'"arsenal chimique" de Saddam Hussein. En effet, comme par hasard, le 6 février dernier, le président Bush vient de ratifier une loi qui autorise le versement de pensions à une partie des victimes américaines de l'"agent orange".

S'agit-il de calmer les ressentiments éventuels des vétérans de la guerre du Vietnam pour entretenir le moral de l'arrière ? Ou d'encourager au combat les actuels combattants de la guerre du Golfe ? Ceux qui auront la chance d'en devenir les "vétérans" toucheront - peut-être - trois sous, dans 20 ans, à l'occasion de la prochaine...

C. L. G.

Derrière le mot d'ordre du "retrait des troupes irakiennes du Koweït"

Depuis août dernier, tant les politiciens occidentaux que les médias nous rebattent les oreilles sur le thème : les troupes irakiennes hors du Koweït.

A gauche, le PCF mais aussi des groupes d'extrême-gauche, tout en réclamant le retrait des troupes occidentales, réclament en même temps le retrait des troupes irakiennes du Koweït. Le PCF, dont c'est la position depuis le début, a ces derniers temps mis l'accent sur ce dernier mot d'ordre. Cette symétrie, qui revient à s'aligner sur les positions formulées par les représentants des forces coalisées, qui ne sont intervenues dans le Golfe que pour, disent-elles, rétablir le statut quo antérieur, est pour le moins formelle, lorsqu'elle n'est pas hypocrite.

Le Koweït, un émirat d'opérette, mais aussi un gros coffre-fort érigé sur un gisement de pétrole.

AFP

UN APPENDICE BRITANNIQUE DANS LE GOLFE...

Le colonialisme britannique s'intéressa très tôt au Koweït, tout simplement parce que le Golfe occupait une position-clé sur la route des Indes et que la Grande-Bretagne était soucieuse d'asseoir sa suprématie maritime dans la région. Or Koweït offrait justement un site naturel, le seul sur cette côte, propre à l'implantation d'un port d'attache de haute mer pour la marine anglaise.

Des années de cour assidue à l'une des riches familles locales, les al-Sabah, aboutirent au traité de 1899 : Koweït, qui n'était toujours qu'une localité entourée de déserts, devint un protectorat anglais placé sous l'autorité formelle des al-Sabah.

A la fin de la Première Guerre mondiale, la Grande-Bretagne et la France se partagèrent les dépouilles de l'ancien empire ottoman. La Palestine et les trois provinces de Mésopotamie échurent à la couronne britannique. Ce sont ces trois dernières qu'elle réunit en 1920, sous le nom d'Irak.

La logique aurait voulu que Koweït soit inclus dans le nouvel Irak, ce qui lui aurait donné un accès praticable au Golfe. Mais les frontières qui furent définies en 1922, entre l'Arabie Saoudite, l'Irak et le Koweït en décidèrent autrement. La Grande-Bretagne tenait à garder le Koweït pour elle seule. Et c'est donc ainsi que naquit réellement l'Etat du Koweït qui resta, jusqu'en 1961, tout à la fois protectorat britannique, quartier général de la British Petroleum et port d'attache régional de la marine royale anglaise.

... DEVENU GROS ACTIONNAIRE DE LA CITY...

Qu'était donc devenu Koweït avant l'invasion d'août dernier ? Pour l'essentiel, un monstre politique, social et financier, nourri de pétrole et de profits boursiers.

Koweit, c'était d'abord 800 000 Koweïtis dont la plupart profitaient d'une infrastructure sociale à l'occidentale et d'un niveau de vie bien plus élevé que celui des pays voisins.

C'était aussi 1 200 000 travailleurs immigrés occupant 83 % des emplois salariés dans le pays. Ces derniers n'avaient aucun droit, pas même celui de posséder leur maison, aucune couverture sociale. Ils vivaient dans des taudis voire des bidonvilles. Une fois passée la limite d'âge, il leur était interdit de rester au Koweït. Ils devaient retourner chez eux, sans remerciement ni retraite.

La prospérité matérielle de la minorité koweïti ne voulait pas dire qu'elle avait plus de droits. En dehors de la poignée de familles possédantes qui constituait la clientèle des al-Sabah, la grande majorité des «citoyens» n'en avaient guère que le titre.

Ainsi, au début de la guerre Iran-Irak, un tiers d'entre eux s'étaient vu interdire l'accès à toute fonction gouvernementale, pour la simple raison qu'ils étaient chiites, comme Khomeyni.

Seuls quelques dizaines de milliers d'entre eux (mais aucune femme) avaient le droit d'élire leurs représentants au Parlement, mais celui-ci n'avait qu'un rôle consultatif et, de toute façon, il était suspendu depuis 1986.

En fait, Koweït et son Etat étaient ni plus ni moins la propriété privée de la famille al-Sabah, qui distribuait ses largesses à la façon d'une royauté éclairée par les conseils de consultants dont le siège aurait été à Londres.

Car l'autre face de la prospérité économique du Koweït et de la fortune des al-Sabah avait pour nom KIO (office d'investissement du Koweït). D'ailleurs le KIO est toujours là, jouant le même rôle qu'avant puisque, comme chacun sait, le Koweït est le seul Etat au monde capable d'avoir une existence financière sans territoire national.

Le KIO opère d'un building ultra-luxueux situé dans un quartier chic de Londres, sous la houlette d'une brochette de membres de la famille royale. Sa charge : gérer les quelque cent milliards de dollars du «Fonds pour les générations futures», nom fleuri donné par les al-Sabah à la caisse de leur Etat. Avec un tel portefeuille, le KIO est l'un des plus gros joueurs de la Cité de Londres. A tel point que ses revenus financiers excédaient avant l'invasion ceux provenant de la production de pétrole au pays !

... ET FONDE DE POUVOIR DE L'IMPERIALISME

Inutile de dire que cette orientation très affirmée vers le marché financier britannique reflète bien les intérêts politiques que le Koweït a défendus au Moyen-Orient depuis son indépendance.

On le vit pendant la guerre Iran-Irak. Tout comme l'Arabie Saoudite, le Koweït contribua au financement de l'effort de guerre irakien et à l'occasion lui fournit des armes, pour le compte de l'impérialisme.

On le vit encore au lendemain de cette guerre, lorsque le même Koweït empêcha la hausse des prix pétroliers en dépassant ses propres quotas de production. Le Koweït n'en avait nul besoin, mais ses maîtres impérialistes, eux, ne voulaient pas de hausse. Le résultat, on le connaît : privé de revenus pétroliers suffisants pour faire face à la menace de banqueroute qui pesait sur l'économie irakienne, le couteau sur la gorge, Saddam Hussein se retourna contre le Koweït.

LA «LIBERATION DU KOWEIT» UNE MYSTIFICATION

Ce que Bush et Mitterrand entendent par retrait des troupes irakiennes du Koweït, c'est le retour à la situation antérieure, c'est la restauration des al-Sabah (le «pouvoir légitime» comme dit Bush), c'est le maintien du Koweït dans son rôle de parasite et d'avant-poste insolent du capital financier dans le Golfe.

Bush et Mitterrand dénient à l'Irak le droit d'occuper le Koweït, mais ils n'ont rien à redire à l'occupation permanente par l'armée américaine de bases à Bahrein, en Arabie Saoudite et en Turquie, pas plus qu'à la présence permanente de la marine US dans les eaux du Golfe, ni à l'occupation française de Djibouti. Occupations qui n'avaient pas attendu que Saddam Hussein annexe le Koweït pour exister.

Que l'Irak se serve des armes que lui ont vendues les puissances impérialistes pour se défendre des pressions qu'elles exercent sur lui, voilà qui serait intolérable. Mais que l'impérialisme fasse peser en permanence la menace d'une intervention militaire sur les peuples et régimes de la région, pour qu'ils respectent son ordre mondial, cela serait bien normal !

C'est cela que les dirigeants impérialistes cachent à l'opinion publique occidentale avec leur propagande sur la «libération du Koweït martyr».

S'il est une nécessité, c'est bien celle de dénoncer inlassablement cette mystification dans les rangs de la classe ouvrière. Il ne faudrait pas que, sous prétexte de défendre les droits du peuple koweïti, on se range derrière ceux qui, depuis des décennies, dénient tout droit à l'ensemble des peuples du Moyen-Orient.

François ROULEAU

Coût de la guerre

LES CASSEURS CHERCHENT DES PAYEURS

Combien va coûter la guerre à la France – terme pudique et commode pour cacher que cette France dont on parle, ce sont les contribuables –. Finalement, Rocard, après avoir jonglé un temps avec les chiffres, vient de décider qu'il fallait récupérer 12 milliards de francs sur les autres budgets, pour compenser l'augmentation des dépenses militaires provoquées par la guerre. Ce qui ne signifie pas que cette guerre ne coûtera «que» 12 milliards. Cela on n'en sait rien. Sur ces questions de financement, comme sur le reste, on ne nous dit rien, ou ce qu'on nous dit n'est pas plus crédible que le reste des discours gouvernementaux. Une chose est certaine, c'est qu'elle coûtera cher à la majorité de la population,... et qu'elle rapportera gros à une petite minorité de marchands d'armes, profiteurs de guerre, après avoir été des profiteurs de paix.

Pour l'ensemble des armées du camp occidental, cette guerre coûte actuellement 500 millions de dollars par jour – soit environ 2 milliards et demi de francs. Quand l'offensive terrestre débutera, il faudra, nous dit-on, multiplier cette somme par deux. Pour combien y participe la France ? Mystère. Mais cependant, sans tenir compte ni de la durée qu'elle aura, ni de la tournure qu'elle prendra, Bérégovoy affirme que les 12 milliards, que selon lui l'Etat devrait dépenser, ne représentent que *«l'épaisseur d'un cheveu»* par rapport au budget de la France. Il avance ce chiffre en tenant compte, dit-il, des dépenses militaires à proprement parler, ainsi que du manque à gagner par les entreprises à cause du conflit.

Mais, pour ne citer que *Le Figaro* du 5 février, il est prévu que l'Etat augmente de 5, voire 9 milliards, sa participation à la COFACE pour éponger l'ardoise laissée par l'Irak aux industriels français, de 2 à 3 milliards «l'aide française bilatérale aux pays du Proche-Orient sur la ligne de front», ainsi que de 5 milliards les aides distribuées au travers de la Commission de Bruxelles. En additionnant tous ces chiffres, c'est donc entre 12 et 17 milliards supplémentaires que l'Etat va sortir pour financer la guerre, sans parler de ce que coûtent les 14 000 hommes (ce ne sont déjà plus les 9 000 du début !) et le matériel envoyés dans le Golfe. Le cheveu s'épaissit déjà un peu plus...

QUI VA PAYER ?

Même en ne tenant compte que des chiffres officiels sur les dépenses de la guerre, ils sont déjà éloquents si on les compare avec ce qui aurait pu être fait de cet argent, à supposer qu'il ait été employé de façon utile : *(voir tableau).*

(Les prix indiqués sont en nouveaux francs)	
Primes (en plus de la solde) versées quotidiennement aux soldats dans le Golfe : 7 millions . En un mois de guerre : 210 millions	= 2 lycées
Un raid de Jaguar : 25 millions ..... Il y en a eu un millier depuis le début de la guerre *(Le Monde* du 12/2) = 25 milliards	= 1 collège de 500 places = 6 fois la somme que l'Etat vient d'accorder pour la rénovation des lycées (4 milliards)
1 Mirage 2000 = 230 millions Il y en a 12 engagés dans le Golfe = 2,7 miliards	= 6 hôpitaux entièrement équipés
24 avions Jaguar à 30 millions pièce = 720 millions	= près de deux fois la somme versée pour "aménager" les banlieues défavorisées (400 millions)

Où tout cet argent va-t-il être pris ? Le gouvernement dit ne pas envisager, pour l'instant, d'impôts supplémentaires pour financer la guerre. Mais, outre le peu de confiance que l'on peut lui accorder, même sans impôt, d'ores et déjà nous payons la note.

Car «réduire les dépenses de l'Etat», cela ne veut pas dire uniquement supprimer les petits fours dans les réceptions officielles. «Faire des économies sur tous les postes budgétaires», qu'est-ce d'autre sinon rogner sur les salaires des fonctionnaires et les dépenses prévues pour les services publics ? Rocard a annoncé que les hausses de salaire pour la Fonction publique seraient de 2,1 % pour l'année 1991 – soit moins que les prévisions les plus optimistes sur l'inflation à venir. Economies sur les salaires, mais aussi sur les écoles, les logements, les hôpitaux, les transports en commun, etc. : c'est par une dégradation accrue de leurs conditions de vie que les travailleurs devront payer «l'effort de guerre», en attendant la participation financière ou humaine directe.

Marianne LAMIRAL

Les bombes d'abord, et ensuite les coups de fusil ! AFP

Échos des entreprises

QUESTION DE GOUT

La Thomson, par l'entremise de son conseiller militaire Air, pousse des cocoricos de joie en énumérant la panoplie des matériels Thomson utilisés dans le Golfe. Le machin laser, et le missile chose et la bombe truc, et le radar et le mortier etc... etc.

Ça lui donne l'eau à la bouche.

Nous, ça nous donne envie de vomir. Question de goût.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Thomson CSF Bagneux.

DES ECLAIRS ? OUI MAIS AU CHOCHOLAT

Dans le cadre du plan «ECLAIR», une commande urgente à DSE de 14 unités de tir et 6 de veille destinées à la guerre du Golfe, la direction a demandé au CE l'autorisation de faire effectuer des heures supplémentaires au-delà de la durée légale.

Il n'y a pas longtemps, on supprimait des postes de travail, aujourd'hui on voudrait nous faire cravacher pour produire des engins de mort ; la logique d'une société où règne l'absurde.

RECONVERSION ECLAIR

Avec la guerre on assiste à des revirements éclairs, la section CFDT de Sartrouville semblait ne pas y avoir échappé, qui après avoir mené à juste titre des campagnes – inspecteur du travail à l'appui – contre les dépassements illégaux d'heures supplémentaires a donné cette fois-ci sa bénédiction à la direction. Qui plus est les adeptes du civil se sont reconvertis dans la défense du militaire et de l'intervention occidentale dans le Golfe.

Jamais deux sans trois, espérons cependant que la troisième reconversion sera la bonne car celle-ci est plutôt mal passée.

Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière* Thomson CSF Sartrouville.

UNE GUERRE CONTRE UN PAYS PAUVRE

Le conflit du Golfe ne serait pas une guerre menée par des pays riches contre un pays pauvre. C'est du moins ce que l'on tente de nous faire croire dans la presse, à la radio et à la télévision.

Les vingt-neuf pays coalisés contre l'Irak ont à faire face, nous dit-on, à un des Etats les plus puissants, qui posséderait même la quatrième armée du monde. Et de là à sous-entendre que la puissance équivaut à la richesse, il y a un pas vite franchi. Comme si l'on pouvait mesurer la richesse d'un pays au volume de son équipement militaire et au nombre de soldats qu'il maintient sous les drapeaux. En fait, c'est pour des raisons politiques que les Etats-Unis et leurs alliés ne veulent pas admettre qu'ils mènent une guerre contre un pays pauvre. Mais la réalité dément tous leurs propos.

Quoi qu'on en dise, l'Irak est loin d'être un pays riche et développé. Bien que consacrant plus du quart de toutes les richesses qu'il produit à l'entretien de son armée (28 % de son produit intérieur brut, ce qui est, il faut bien le reconnaître, un record absolu), ce pays reste pauvre, sous-développé et dépendant.

L'Irak, avec sa superficie égale aux quatre cinquièmes de celle de la France et ses 18 millions d'habitants, a comme principale, voire comme unique ressource, le pétrole, dont il tire 95 % de ses recettes en devises (15 milliards de dollars pour l'année 1989). Mais la valeur des exportations est loin de couvrir celles des importations. L'Irak doit quasiment tout importer, son armement bien sûr, ainsi que la plupart de ses produits industriels et même une grande partie de son alimentation : 60 % du riz ou du blé consommés, la presque-totalité du sucre ou du thé. Et aujourd'hui ce pays est extrêmement endetté, surtout à cause des dépenses occasionnées par les huit ans de guerre menée contre l'Iran. Sa dette dépasse les 80 milliards de dollars et est plus importante que celle de l'Argentine, dont la dette est de 61 milliards de dollars alors que ce dernier pays a une population de 32 millions d'habitants.

Bien sûr, l'Irak est plus riche que de nombreux pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine. Mais il est loin de pouvoir rivaliser avec les pays d'Occident qui lui font aujourd'hui la guerre.

Si l'on compare l'Irak à la France par exemple, tous les indices fournis soulignent le sous-développement que connaît ce pays du Moyen-Orient. La mortalité infantile est de 69 pour mille, l'espérance de vie de 63,9 ans, le pays a 0,5 médecin pour 1 000 habitants, 10,7 % de la population est analphabète, le produit intérieur brut annuel par habitant est de 1950 dollars. Pour la France, ces mêmes indices sont les suivants : mortalité infantile 8 pour mille, espérance de vie 75,6 ans, 3,19 médecins pour 1 000 habitants, produit intérieur brut annuel par habitant de 17 693 dollars. Entre un pays riche comme l'est la France et un pays pauvre comme l'Irak, la différence est énorme. Même comparé à des pays d'Europe considérés comme plus pauvres, tels le Portugal ou la Grèce, le niveau de vie moyen de la population irakienne est encore respectivement deux fois et demi ou trois fois et demi plus bas.

En fait, l'Irak ne peut se comparer qu'à d'autres pays du Tiers Monde. En valeur globale des richesses produites comme en niveau de vie moyen par habitant, la richesse de l'Irak est moindre que celle de l'Iran, de l'Algérie ou de la Malaisie, tout juste un peu supérieure à celle de la Syrie.

Alors riche, l'Irak ? Que non ! Et la guerre que lui mènent aujourd'hui les principales puissances occidentales est bien une guerre des riches contre un pays pauvre.

Georges LATTIER

CERCLE LÉON TROTSKY

Vendredi 8 mars à 20 h 30

Salle de la Mutualité (75005 Paris)

"LA GAUCHE ET LES GUERRES COLONIALES"

Réunion publique à THIONVILLE

Vendredi 15 février à 20 h 30

Salle Verlaine Théâtre Municipal

sur

"LA GUERRE DU GOLFE"

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières brochures parues :

— **L'IMPERIALISME FRANÇAIS ET SES ANCIENNES COLONIES D'AFRIQUE NOIRE** (N° 39 - 29 juin 1990).

— **LA CRISE DU GOLFE - L'AGRESSION IMPERIALISTE AU MOYEN-ORIENT** (N° 40 - 5 octobre 1990).

— **CRISE OU RELANCE, LE CAPITAL LE FAIT DUREMENT PAYER AU PROLETARIAT DE LA PLANETE** (N° 41 - 9 novembre 1990).

Prix 10 F - Envoi contre 12 F en timbres par brochure.
Préciser le numéro désiré à la commande.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'ALLEMAGNE ACCROÎT SA CONTRIBUTION DE GUERRE

Kohl et son gouvernement ont décidé d'apporter une contribution financière et militaire accrue à l'intervention dans le Golfe. Cinq milliards et demi de dollars de plus sont donnés aux Etats-Unis ; le dispositif en hommes et en matériel en Turquie (sur le «territoire» de l'OTAN) est renforcé et – nouveauté très discutée en Allemagne – une aide est fournie à Israël, en marks et en armements. C'est la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale que l'Allemagne livrerait des armes pour une «zone de tension»... du moins officiellement.

LES SCUDS SUR TEL-AVIV : UNE OCCASION POUR BUSH DE FAIRE PASSER KOHL À LA CAISSE

Il y a «Scud» et «Scud», apparemment, en Allemagne comme en France. Ceux qui sont tombés sur Tel-Aviv et Haïfa ont soulevé plus d'émoi que ceux tombés sur Ryad. Le risque que la population d'Israël soit touchée par des armes chimiques que les trusts allemands ont largement fournies à Saddam Hussein, le spectre de Juifs à nouveau victimes, même indirectement, de la «technique» allemande, a fait qu'Israël s'est vu offrir par les dirigeants allemands de l'argent et des armes.

Mais les Scuds irakiens sur Israël ont surtout été l'occasion pour les Etats-Unis de grossir leur tirelire. Et Kohl s'est engagé davantage financièrement, avec le consentement de l'opposition social-démocrate et même d'une fraction de population (la presse a relevé le «virage» en faveur de la guerre d'un certain nombre d'intellectuels «de gauche», dont le chanteur ex-est-allemand contestataire et autrefois communiste de cœur Wolf Biermann).

L'Allemagne banque. Ses dirigeants mènent «la politique du carnet de chèques», c'est-à-dire qu'ils signent des chèques que la population aura à payer. Bush a même réussi à faire augmenter en sa faveur le montant du chèque. D'août 1990 à maintenant, la République Fédérale d'Allemagne s'est engagée à contribuer pour quelque dix milliards de dollars.

La Bundesbank est donc ouvertement entrée en guerre, à défaut encore de la Bundeswehr ou d'une future armée allemande que seule une réforme de la Constitution autoriserait à intervenir sur des terrains d'opérations autres que le périmètre de l'OTAN.

DES TRUSTS QUI TIRAIENT PROFITS DES DEUX CÔTÉS

La bourgeoisie allemande et ses dirigeants politiques se sont engagés à reculons derrière Bush. Cette bourgeoisie fait des profits. Elle en a même fait en temps de paix des deux côtés : les «pétrodollars» du Koweït alimentaient les caisses des sociétés allemandes, en particulier des plus gros trusts du pays : Hoechst où les investissements koweïtiens représentent 24,9 % du capital, Daimler-Benz où ils en représentent 14 % (en 1987-88). Ces trusts ou leurs filiales étaient par ailleurs parmi les quelque 86 entreprises ouest-allemandes (selon une étude américaine) qui vendaient des armements ou des «pesticides» et autres ingrédients chimiques «à double usage possible» (civil et/ou militaire) à l'Irak.

L'économie allemande va bien, très bien même, si l'on en croit les taux officiels de croissance records pour l'année 1990. Alors que la récession frappe les grands trusts de l'automobile américaine, Volkswagen et Daimler-Benz annoncent des ventes en augmentation. Et jusqu'à nouvel ordre, l'impérialisme allemand se serait satisfait de projets d'expansion de ses profits dans l'ex-RDA et les pays de l'Est. C'est pourquoi Kohl et ses amis ont dans un premier temps cherché à s'engager le moins possible dans la crise du Golfe. Ils ont invoqué que la RFA n'avait pas d'armée, juste une «Bundeswehr» (une «protection du territoire») et que seul un changement de la Constitution (après vote du Parlement aux deux tiers) pourrait leur permettre de s'engager militairement en dehors de la zone de l'OTAN.

LES USA N'ONT PAS ENVIE DE FAIRE SEULS LA GUERRE QUAND LEURS CONCURRENTS FONT DES AFFAIRES

Seulement, les Etats-Unis n'ont pas laissé l'Allemagne, pas plus que le Japon qui est dans une situation similaire, dans ce profitable isolationnisme. Pour avoir pratiqué avec profit cette politique dans le passé, surtout pendant la Première Guerre mondiale, et en être sortis considérablement renforcés économiquement par rapport aux impérialismes allemand, anglais et français plongés financièrement et militairement dans le conflit, les dirigeants américains cherchent à impliquer tous leurs «amis» et néanmoins concurrents dans cette guerre du Golfe. Ils ont réussi à faire au moins payer l'Allemagne. Il n'est pas dit qu'ils n'arrivent pas à la faire s'engager militairement, même symboliquement.

Le bon côté de l'affaire pour l'Allemagne impérialiste représentée par Kohl et quelques autres serait alors que la participation active de la RFA à la guerre du Golfe pourrait être le prétexte à retrouver un statut de grande puissance, déjà forte économiquement, certes, mais de plus ouvertement ré-armée !

DES MANIFESTATIONS CONTRE LA GUERRE

Le 12 janvier, avant le déclenchement de la guerre, aussi bien que le jeudi 16, quand elle a commencé, et ensuite le samedi 26, ce sont quelque 500 000 personnes qui ont manifesté contre la guerre dans les différentes villes du pays. Les rassemblements les plus spectaculaires ont eu lieu à Berlin le 12 janvier, puis à Bonn le 26 où un rassemblement national a regroupé 250 000 personnes. Spectaculaires à leur façon ont été aussi les manifestations du jour du déclenchement de la guerre, qui ont quasi spontanément vidé de très nombreuses écoles et lycées, dans toutes les villes du pays.

Beaucoup de petits-bourgeois «verts» ou de gauche ont participé aux différentes protestations. Des travailleurs aussi, dans la mesure où la DGB, la centrale syndicale liée au SPD, appelait avec le Mouvement de la Paix (inspiré beaucoup par les Eglises) à protester contre la guerre et, à quelques reprises, à arrêter le travail pour quelques minutes dans les entreprises.

Mais, pour importantes qu'elles aient été, en comparaison avec d'autres pays, les manifestations en Allemagne même sont restées minoritaires. La moitié environ des manifestants protestaient autant contre Saddam Hussein que contre Bush. Ici et là, des manifestations continuent (ou des «veillées» organisées par les Eglises), mais les Scuds sur Israël ont contribué à discréditer et émousser le militantisme pacifiste.

Et les gouvernants avancent leurs pions. Il est question d'un «impôt de guerre», dont les modalités seront annoncées le 1er juillet. Seuls les industriels sont assurés d'être épargnés, car il ne faudrait pas *«pénaliser les investissements productifs qui créent les emplois»*, disent les gouvernants.

Jusque-là, pour faire payer à la population le coût de la réunification (c'est-à-dire les largesses que s'accordent les actionnaires de banques et grandes entreprises pour «acheter» tout ou partie de l'ex-RDA), Kohl avait brandi la menace d'un impôt sans oser encore en annoncer la forme. Les travailleurs en particulier y étaient hostiles. On peut souhaiter qu'ils le soient autant à l'impôt de guerre.

Michèle VERDIER

Manifestation pacifiste à Bonn, avec des pancartes en anglais.

Gamma

LITUANIE

L'INDÉPENDANCE (UNE NOUVELLE FOIS) VOTÉE

Dépouillement du vote sur l'indépendance

AFP

Samedi 9 février, le gouvernement lituanien a organisé un vote sur l'indépendance. Un «sondage», dit-il, afin de souligner, jusque dans les mots, qu'il ne se considère plus partie prenante de l'URSS, puisque Gorbatchev a prévu la tenue prochaine d'un référendum national sur la question des relations des républiques entre elles et avec l'Union. «Sondage», référendum ? Derrière les mots et la volonté de faire plébisciter leur politique, les dirigeants indépendantistes de Vilnius sont confrontés à un problème réel depuis leur victoire électorale de mars dernier : ils ont beau proclamer, en toute occasion, la Lituanie indépendante, cette indépendance se manifeste plus dans leurs déclarations que dans la réalité.

«C'est une victoire sur le mensonge et l'intimidation», s'est félicité Landsbergis, le président lituanien, une fois connus les résultats, plus de 90 % des votants et de 70 % des inscrits se prononçant pour l'indépendance.

Une écrasante majorité de la population lituanienne s'est donc prononcée pour l'indépendance. Ce n'est certes pas une révélation : pour le peuple lituanien, comme tous les autres peuples de l'URSS, à commencer par le peuple russe, les décennies passées étaient des décennies d'oppression. Les ressentiments accumulés empruntent d'autant plus facilement la voie du nationalisme que personne ne propose d'autres politiques. En revanche, le nationalisme est incarné de façon militante, non seulement par nombre de petits bourgeois qui rêvent d'Occident, mais aussi, pour une bonne part, par la bureaucratie locale, pour autant que les deux se distinguent. Les profiteurs locaux de l'oppression bureaucratique ne sont pas les derniers à avoir changé de vocabulaire et à avoir remplacé la langue de bois stalinienne par le langage nationaliste, voire chauvin, pour canaliser à leur profit les ressentiments, les colères, les désirs de changement de la population locale. Et les événements, comme l'intervention sanglante des troupes soviétiques à Vilnius, apportent évidemment de l'eau à leur moulin. Le succès des nationalistes de Sajudis dans ce «référendum», pour important qu'il soit, semble cependant un peu moindre que lors des élections de mars dernier.

DERRIÈRE LE PROBLÈME DES NATIONALITÉS...

Depuis quelques mois, la popularité d'un Sajudis que l'on voyait désormais à l'œuvre semblait amoindrie, et pas seulement auprès des 20 % de Russes ou Polonais qui, contrairement à ce qu'ont dit les journalistes dans un premier temps, dans leur majorité, n'ont pas pris part au «sondage» ou ont voté «non» à la question posée.

Certes, certains membres de la petite-bourgeoisie russe locale, se sentent proches des nationalistes lituaniens. Au moins autant par haine de l'oppression qu'incarne le pouvoir central, que parce que l'indépendance d'une république de 2,6 millions d'habitants peut leur apparaître comme le plus court chemin pour obtenir ce qui, en Russie, semble si difficile à atteindre : la restauration du capitalisme qui va de pair, pour eux, avec le rêve d'un mode de vie à l'occidentale.

En revanche, la majorité des non-Lituaniens de cette république voient peut-être la question d'un autre œil. Ceux qui effectuent les travaux les plus durs et les moins rémunérés (dockers, ouvriers peu qualifiés, travailleuses du textile, etc. sont surtout polonais ou russes) et qui constatent que les firmes privées nouvellement créées offrent peu d'emplois n'ont guère de raisons d'identifier indépendance et promesse de mieux-être.

D'abord parce que le Sajudis, s'il dénonce l'oppression nationale bien réelle venue de Moscou, depuis qu'il a accédé au pouvoir n'a guère prouvé sa tolérance envers «ses» minorités nationales (tentatives de leur interdire l'accès à la fonction publique, au logement ; lituanisation de l'enseignement et des noms de famille, même pour des gens... entrés dans l'histoire du pays sous un autre nom ; suppression des inscriptions en d'autres langues que lituanienne, même dans les villes à population très mélangée ; provocations musclées des milices nationalistes). Ensuite parce que le Sajudis entend faire payer le prix de l'indépendance aux plus pauvres – de fait souvent des non-Lituaniens.

... UNE QUESTION SOCIALE

Dans la logique de l'indépendance, les dirigeants lituaniens ont, en janvier, refusé de participer au budget soviétique. Un geste politique symbolique, certes, mais qui aura des conséquences pratiques sur le niveau de vie de la population.

En effet, même de l'avis d'experts occidentaux conseillers auprès des autorités locales, la Lituanie reçoit plus de l'URSS (énergie, matières premières, produits semi-finis) qu'elle ne lui livre. Au printemps dernier, la population avait pu le vérifier, lors du blocus économique décrété par le Kremlin en rétorsion à la première déclaration gouvernementale d'indépendance : des entreprises avaient dû fermer, les transports s'arrêter, les magasins fournis de Vilnius et Kaunas (donnés, par le Sajudis, comme preuve de la prospérité d'une Lituanie indépendante) se vider.

Mais en même temps que Vilnius a refusé le budget fédéral, elle a décidé de participer au règlement de la dette extérieure de l'URSS. Illogisme ? Non, mais un appel du pied aux banquiers et gouvernements occidentaux que Vilnius voudrait voir soutenir sa politique autrement que par de chiches déclarations de sympathie. Et surtout, un geste destiné à démontrer la «responsabilité» d'un Sajudis qui se dit prêt à faire payer à sa population des dettes contractées à l'Ouest par un Etat qu'il récuse pourtant !

Faire payer la population n'est pas une question repoussée à plus tard. A la mi-janvier, le Premier ministre décida d'*«assainir les prix pour les rapprocher de ceux du marché»*. On les tripla. Cela provoqua des grèves, des manifestations. Les autorités dénoncèrent la main d'organisations russes, tel Interfront regroupant nationalistes russes et responsables de l'armée et de l'industrie. Mais le fait est qu'une partie de cette population lituanienne, que le Sajudis dit représenter, des travailleurs descendirent dans la rue... et que le gouvernement dut annuler les hausses et renvoyer le Premier ministre.

Fort du plébiscite du 9 février, le gouvernement de Landsbergis a annoncé qu'il proposerait un nouveau projet de hausses, le mois prochain. Il est impossible de savoir si les travailleurs, les petites gens réagiront une nouvelle fois contre des mesures attaquant leur niveau de vie. Face à des nationalistes lituaniens et à des nationalistes russes qui divisent les travailleurs en misant sur leurs préjugés réels ou supposés et en arguant des méfaits des dirigeants du camp d'en face, une riposte ouvrière serait difficile à organiser. Pourtant, en Lituanie (comme partout en URSS d'ailleurs), cette riposte s'impose.

Le brassage des populations d'un bout à l'autre du pays, l'interdépendance et la complémentarité économique des républiques pourraient servir de support à la conscience d'une unité d'intérêts des travailleurs soviétiques, quelle que soit leur nationalité. Mais pour que naisse et se développe cette conscience, il faudra qu'apparaissent, en Russie comme dans les autres républiques, des organisations révolutionnaires. Des organisations qui aident les travailleurs à s'organiser, en tant que travailleurs, pour défendre leurs propres intérêts, contre tous ceux qui les dressent les uns contre les autres – les nationalistes lituaniens d'un côté, comme les représentants de la bureaucratie soviétique l'autre – pour des causes qui, à court ou long terme, ne servent d'autres intérêts que ceux de leurs oppresseurs.

Pierre LAFFITTE

HAITI

QUELQUES GÉNÉRAUX LIMOGÉS NE FONT PAS UNE ARMÉE FAVORABLE AU PEUPLE

Le 7 février 1991, JB Aristide, élu président de la République de Haïti en décembre dernier, a officiellement pris ses fonctions. Son «message à la nation», prononcé à l'occasion de la cérémonie d'investiture, a donné lieu à un coup de théâtre qui, à en croire les commentateurs, a surpris les participants officiels et les délégations étrangères.

JB Aristide a en effet terminé son discours en demandant au chef d'état-major présent de limoger un certain nombre d'officiers supérieurs, dont six généraux. Ce qui, depuis, fut fait, à la joie générale de la population, tant les officiers limogés étaient liés au régime de l'ex-dictateur déchu, Jean-Claude Duvalier, et passaient depuis pour des protecteurs de l'extrême-droite macoute.

Les masses pauvres auraient cependant tort de trop se réjouir. Le limogeage – momentané peut-être – de quelques officiers généraux particulièrement haïs pour leurs liens avec les milieux macoutes était sans doute le prix à payer, pour pouvoir tromper les masses pauvres, pour atténuer la méfiance instinctive dont elles ont fait preuve à l'égard de l'armée lors de la tentative de coup d'Etat récent. L'annonce de ces limogeages a d'ailleurs été précédée dans le même discours de JB Aristide par une longue et vibrante homélie à l'armée elle-même, qui serait désormais liée au peuple par «un mariage d'amour» ; et à son chef, le général Abraham, lui-même pourtant créature de Duvalier et ministre sous la dictature militaire récemment déchue du général Avril.

Quant à la «surprise» des représentants des puissances occidentales, elle n'a pas dû être vraiment totale. Le gouvernement de Taïwan au moins devait être dans le secret des dieux, lui qui a octroyé à Aristide un prêt de 6 millions de dollars pour l'armée haïtienne.

Il est même probable que le gouvernement américain ait formellement autorisé JB Aristide à joindre l'agréable pour la démagogie domestique, à l'utile pour les Etats-Unis. Les sommets de l'armée haïtienne étaient tellement pourris, tellement liés aux trafics de toutes sortes, au milieu de la drogue que, pendant les mois écoulés, Washington était réticent à fournir de l'argent et des armes à cette armée, n'ayant aucune garantie sur la destination ultérieure que les armes livrées pouvaient prendre.

Les Etats-Unis ont-ils pour autant des raisons de se réjouir de la tentative de moderniser l'armée et d'en rajeunir les cadres, qu'affirme vouloir entreprendre Aristide ? L'avenir le dira. Mais en tous les cas, avec Aristide à la présidence comme avant, les masses pauvres de Haïti ont tout intérêt de garder et d'accroître leur méfiance à l'égard de cette institution militaire dont la raison d'être fondamentale est de les opprimer.

Giraud / Gamma

Quelques-uns des galonnés de l'armée haïtienne (lors de l'investiture de Manigat en 1988)

AFRIQUE DU SUD

UN PETIT PAS DE PLUS VERS... LES NÉGOCIATIONS

Le 1er février le président sud africain FW De Klerk a fait un pas de plus dans la voie laborieuse de l'abolition négociée du régime de l'Apartheid. Annonçant une série de mesures législatives au Parlement, il a engagé son gouvernement à ouvrir une ère où *«l'appartenance à un groupe ethnique ne sera plus un facteur de la vie sociale»*.

Pour l'essentiel, il s'agit de l'abolition prochaine des trois lois qui constituent la base juridique de l'Apartheid : le Group Areas Act, le Land Act et le Population Registration Act. Sur ces trois lois reposent l'existence des zones d'habitation réservées, les restrictions imposées au droit de propriété et à la liberté de mouvement de la population de couleur.

En conclure, comme le fait en toute hâte la Communauté Européenne, que l'Apartheid a disparu ou est sur le point de disparaître, serait toutefois pour le moins prématuré. A moins bien sûr d'être pressés, comme le sont les industriels européens, d'en finir avec la gêne que leur occasionnent les sanctions économiques dans leurs fructueuses relations avec l'Afrique du Sud.

D'abord, ces mesures ne sont encore qu'annoncées pour la législature à venir. Ensuite, même une fois effectives, encore faudra-t-il qu'elles soient appliquées, malgré les résistances multiples et parfois désespérées d'une partie de la population blanche. Et qui alors les fera appliquer ? La police blanche, en partie acquise aux idées de groupes racistes ?

Et puis, surtout, ces mesures ne disent encore rien de ce qu'il adviendra de l'Apartheid politique qui, en privant la majorité noire du droit de vote, conserve de fait et de droit le pouvoir à la minorité blanche.

Depuis plus d'un an maintenant qu'il dure, le processus préparatoire aux négociations entre le gouvernement et les représentants de la population noire n'a été qu'une longue série de pas en avant et de demi-pas en arrière, de répression et de libéralisation, de fausses ouvertures et de vraies concessions, de gestes et de contre-gestes. Le tout n'ayant d'autre but que de préparer le rapport des forces sur la base duquel s'ouvriront les négociations proprement dites. Chassé-croisé d'autant plus complexe que, côté gouvernement, il doit tenir compte de la partie de la population blanche opposée à tout partage du pouvoir et, côté ANC, de la mobilisation ou de la colère qui peuvent se faire jour dans la population noire.

Les mesures qui viennent d'être annoncées ne sont qu'un pas de plus dans cette direction. Elles constituent l'un des préalables posés par l'ANC à l'ouverture des négociations. Il en reste d'autres, parmi lesquelles le retour des exilés et l'amnistie pour les prisonniers politiques, sur lesquelles De Klerk n'a encore rien dit.

En attendant de faire un pas de plus, dans un sens ou dans un autre, De Klerk testera sans doute d'abord les réactions de la population blanche, en même temps qu'il attendra le prochain geste de l'ANC.

Pour l'instant cette dernière s'est félicitée de ces annonces, tout en soulignant, par la voie de Mandela, que tout cela était quand même bien symbolique et loin des préalables posés comme de l'égalité politique revendiquée. Mais sans doute Mandela a-t-il lui aussi besoin de tester les réactions de sa base avant de s'engager plus avant.

Dans la situation présente, chaque déclaration, geste, mesure ou incident de part et d'autre, s'évalue à l'aune du rapport des forces qui est en train de s'établir en vue des négociations.

C'est vrai de l'annonce de De Klerk, comme du procès en cours de Winnie Mandela pour complicité de meurtre. Qu'il soit reporté pour des raisons techniques comme cela est probable, ou qu'il se termine très vite par un non-lieu, on peut être sûr que cela résultera d'un calcul dont les éléments n'auront rien à voir avec le procès lui-même.

C'est vrai tout autant de l'opération «Coup de Tonnerre» au cours de laquelle 30 000 policiers ont raflé plus de 11 000 suspects, principalement dans les ghettos entourant Johannesburg, sous prétexte de lutte contre la petite criminalité. Il y a fort à parier que cette opération a moins à voir avec la lutte contre la criminalité qu'avec le souci d'intimider la population noire, tout en montrant à tout le monde que la police blanche a encore la situation bien en main.

Dans cette savante construction du rapport des forces, il y a tout de même une inconnue : l'attitude de la population noire et en particulier de la classe ouvrière.

François ROULEAU

Gaucher / Gamma

L'Apartheid dans un stade.

Chili

QUAND LE PRÉSIDENT BLANCHIT L'ARMÉE

■ Plus de 3 500 assassinats politiques et 965 disparitions : tel est le bilan établi par la commission «pour la vérité et la réconciliation» que le président Aylwin avait chargée de faire la lumière sur les violations des droits de l'homme pendant la dictature de Pinochet. Un bilan effrayant, mais qui ne tient pourtant pas compte des milliers et des milliers d'opposants qui ont été arrêtés, torturés. Mais un bilan qui n'aura guère de conséquences pour les bourreaux.

«Nous savons qu'il y aura plus de vérité que de justice» reconnaît un des leaders de la gauche, Luis Maira, qui demande néanmoins que soient envisagées des réparations morales et matérielles pour les familles. En fait, il n'y aura même qu'une parcelle de vérité, celle que tout le monde connaît déjà, à savoir que les militaires chiliens ont imposé leur ordre par une violence impitoyable. Car il n'est même pas question que le rapport qui sera publié en mars donne les noms des responsables et des exécutants de tous ces crimes. Et ceux-ci ne seront inquiétés ni par la justice civile ni par la justice militaire.

Cette indulgence n'est pas quelque chose de nouveau. Elle s'inscrit dans la ligne de toute la politique des dirigeants civils qui sont en place depuis un peu plus d'un an dans ce pays. Le démocrate-chrétien Aylwin et tous ceux qui l'entourent n'ont-ils pas laissé jusqu'à ce jour l'ancien dictateur Pinochet chef de l'armée ? Quant à leur intention de blanchir cette armée sans faire de concession à tous ceux qui, dans la population, auraient voulu que justice soit faite, ils ne l'ont même jamais cachée.

Les massacres lors du coup d'Etat militaire de 1973, les liquidations d'opposants, les exactions des militaires pendant 17 ans, tout cela devrait être oublié. C'est du moins ce que préconisent les partisans de droite comme de gauche de la réconciliation. Ils prétendent faire ces concessions aux militaires au nom de l'intérêt du pays, pour restaurer l'unité d'un Chili trop longtemps déchiré. C'est toujours le même discours : réconciliation, unité... Les victimes ou leurs proches devraient oublier, pardonner aux bourreaux, pour éviter de nouveaux déchirements. C'était au nom de l'unité nationale que des hommes comme Pinochet avaient commandé leur massacre, au lendemain du coup d'Etat, et justifié la répression, la torture, les exécutions sommaires par la suite. La dictature n'est, pour eux, qu'un moyen de réaliser cette cohésion nationale. Et maintenant ils l'invoquent, avec succès, pour demander – commander plutôt – qu'on les absolve.

Les nouveaux dirigeants du Chili acceptent ce chantage, non par esprit charitable, ni simplement par soumission, mais parce qu'ils sont au service des possédants et qu'ils savent que cette armée leur est indispensable.

Alors on verra sans doute les politiciens civils chiliens faire bien d'autres concessions aux militaires. Ils céderont à d'autres pressions, à d'autres chantages. Cela ne veut pas dire qu'ils souhaitent laisser la place à nouveau à des militaires. Mais cela montre à quel point la population du Chili aurait tort de faire confiance à tous ces hommes politiques qui, socialistes, sociaux-démocrates, démocrates-chrétiens, acceptent de cautionner les crimes de la dictature militaire et de contribuer ainsi à renforcer les positions de l'armée dans la vie politique.

Henriette MAUTHEY

On nous communique :

ON TORTURE TOUJOURS AU CHILI

LIBÉREZ LES PRISONNIERS POLITIQUES CHILIENS !

"250 militants appartenant à diverses organisations qui ont mené des actions armées contre la dictature de Pinochet sont toujours emprisonnés, malgré les promesses du président Aylwin de régler le problème. La campagne "Noël sans prisonniers politiques" a mobilisé des milliers de personnes, au cours de diverses manifestations, dont un gala réunissant de nombreux artistes renommés au Chili, et une manifestation devant la prison de Santiago. Pourtant Noël est passé et les prisonniers politiques restent enfermés. Il serait maintenant question de libérer seulement une quinzaine d'entre eux qui n'ont pas commis d'"actes de sang", selon une classification établie par la "justice" chilienne (les mêmes juges de Pinochet sont toujours en place).

Les prisonniers ont réussi à imposer des conditions de détention relativement satisfaisantes : possibilité de se réunir, de recevoir leurs familles, leurs compagnes. Pourtant ces conditions restent précaires. La presse et les politiciens de droite mènent une vigoureuse campagne contre leur libération et les quelques "avantages" qu'ils ont obtenus. Ces prisonniers et leurs familles sont souvent démunis, malgré la solidarité organisée autour d'eux.

De plus, deux militants du Front Patriotique Manuel Rodriguez, Miguel Montecinos et Yuri Vargas, évadés voici quelques mois, ont été repris et torturés dans les locaux du 3e commissariat de Santiago, par un service spécial de carabiniers, le Dipolcar, composé d'anciens membres de la CNI (la police secrète de Pinochet théoriquement dissoute)."

***Et la commission auteur de ce communiqué précisait au moment où elle l'écrivait :* "En dépit de la loi qui interdit une garde-à-vue de plus de 48 heures, ils sont (au moment où nous écrivons) maintenus au secret dans ce commissariat depuis plus de 10 jours.**

Il est possible de manifester sa solidarité aux prisonniers politiques chiliens en écrivant ou mieux en envoyant colis ou mandats (vu le prix des colis, les mandats sont plus avantageux) à :

BP 448 - 11 Nuñoa
Santiago - Chili

- **COMISIÒN DE DERECHOS HUMANOS**
  CASA DE JUVENTUD "EL ENCUENTRO"
  IRRARRAZABAL 1938 NUNOA
  PAR SANTIAGO - CHILI
- **Virement exclusivement sur le compte bancaire de la Casa de Juventud "EL ENCUENTRO"**
  BANCO DEL DESAROLLO - N° 04-00693-3

Pérou

ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA DUE À LA MISÈRE ENDÉMIQUE

Une épidémie de choléra s'est déclarée fin janvier au Pérou où elle aurait déjà atteint en quelques jours plusieurs milliers de personnes et causé des dizaines de morts. Le ministre de la Santé a déclaré qu'en quelques mois il pourrait y avoir 300 000 malades et 10 000 morts. Et les pays voisins d'Amérique latine redoutent que le fléau gagne tout le continent.

Pourtant, si le choléra est une maladie très grave et souvent mortelle, on peut la guérir lorsqu'on s'y prend à temps, et surtout la prévenir, en respectant des règles d'hygiène élémentaires, en particulier en consommant de l'eau saine.

Or dans la situation actuelle c'est justement cela - consommer de l'eau propre - qui apparaît comme impossible à réaliser. Selon la Banque Mondiale, 40% des Péruviens sont qualifiés "d'indigents" (c'est-à-dire qu'ils ne parviennent pas à se nourrir) et encore 40% sont qualifiés de "pauvres", ce qui est à peine mieux. Ces masses de Péruviens misérables, qui vivent souvent dans des bidonvilles, consomment des eaux non potables et ignorent par la force des choses ces conditions élémentaires d'hygiène. Que devraient-ils faire ? Mourir de soif ? Et même leurs aliments sont souvent lavés ou cuits avec des eaux polluées.

Cette situation entraîne d'ailleurs très couramment des infections intestinales et, au début, l'épidémie de choléra s'est ainsi confondue avec bien d'autres maladies et n'a même pas été décelée tout de suite.

Les autorités péruviennes ne feront sans doute pas grand-chose d'autre que laisser l'épidémie se développer et finir d'elle-même. Pour juguler la maladie, c'est une lutte contre la misère qu'il faudrait, c'est-à-dire une lutte contre la richesse. Inutile de dire qu'elles ne le pourraient pas, et qu'elles ne le voudraient pas.

Mais la situation du Pérou est peu ou prou la même dans un grand nombre de pays sous-développés, où le choléra pourrait se répandre. Les pays voisins du Pérou installent donc un cordon sanitaire. Des avions évitent l'escale de Lima et sont désinfectés. On en revient donc aux procédés des siècles passés avec une maladie que - contrairement au sida par exemple - on sait pourtant guérir et prévenir.

Seulement c'est la société qu'on ne sait pas guérir.

André VICTOR

Reglain / Gamma

SALE TEMPS ET SURTOUT SALE SOCIÉTÉ

Il suffit en France, dans ce pays riche et industrialisé, que le thermomètre descende en dessous de zéro, pour qu'il y ait des morts de froid. Pas par accident, pas seulement parce que les victimes sont des gens âgés, plus fragiles et plus à la merci de mauvaises conditions matérielles. Mais aussi, lorsqu'il s'agit de personnes qui sont en pleine force de l'âge, voire en pleine jeunesse, parce qu'ils sont à la rue et sont ce que l'on nomme dorénavant des «SDF», des sans-domicile fixe.

A la radio, à la télé, on a pu en entendre interviewer quelques-uns, notamment un jeune de 18 ans et un homme de 30 ans, raconter comment ils sautent sur leurs pieds pour essayer d'échapper au froid dans la nuit glaciale, ou comment ils font l'aller et retour sur les lignes du RER, ou encore décrire au prix de quels sursauts ils sont jusque-là parvenus à échapper à un engourdissement et à une lassitude mortelle, résultat d'un séjour prolongé dans le froid.

Dans la région parisienne il y aurait, selon les chiffres donnés par les moyens d'information, près de 30 000 SDF, dont 10 000 pour Paris-Ville. Un chiffre qui grandit d'année en année et qui doit beaucoup à l'augmentation du chômage et à la détérioration des conditions d'existence des plus pauvres parmi les travailleurs, dont certains «plongent» lorsque les coups deviennent trop durs.

Pouvoir disposer d'un toit, c'est bient le minimum dans une société qui se voudrait civilisée. Et des logements, ce n'est même pas ça qui manque dans ce pays. Rien qu'à Paris, il y aurait 120 000 logements vides. C'est une estimation faite à la fois par diverses associations de défense du droit au logement, ainsi que par l'INSEE. Le journal *Le Parisien* du 7 février 1991, qui les cite, dénonce *«certains investisseurs institutionnels comme les compagnies d'assurances qui possèdent de nombreux logements dans la capitale»*. Toujours selon ce quotidien, *«pour des raisons spéculatives, leur intérêt est souvent de maintenir leur patrimoine immobilier inoccupé, de manière à revendre plus rapidement»*. C'est avec de telles méthodes qu'on fait grimper et les prix des logements et les loyers, avec pour conséquence entre autres de rendre impossible de trouver à se loger pour toute une fraction de la population, parmi laquelle les mal payés et tous ceux qui n'arrivent à avoir un salaire qu'à temps partiel, quand ils n'en sont pas tout bonnement réduits au chômage complet. Car les SDF, ça ne se fabrique pas d'une façon mystérieuse.

Face à cette situation, quelles mesures ont-elles été prises par les autorités municipales ou gouvernementales ? On a ouvert une station de métro désaffectée, «Saint-Martin»... attention, pour quelques jours seulement ! Une députée socialiste, qui veut faire profession d'humanitarisme, Ségolène Royale, a

demandé au secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, Bernard Kouchner, de *«laisser ouverts la nuit les rez-de-chaussée de bâtiments des services publics»* et également *«de donner à EDF et GDF des instructions pour mettre fin aux coupures de gaz et d'électricité»*.

Quelle bonté ! Quelle générosité ! Et quelle mansuétude envers les pauvres propriétaires qui laissent leurs logements vides et à qui on n'applique même pas les mesures de réquisition possible selon les lois toujours en vigueur ! Quelle indulgence envers tous les fauteurs de misère, patrons licencieurs, profiteurs du chômage qui peuvent continuer à s'enrichir en faisant toujours plus de pauvres et de marginaux !

L. G.

CHAUFFE VÉRONIQUE !

Décidément, ça va très bien pour les pétroliers : guerre, pas guerre, pénurie, abondance, récession, reprise, il semble que tout leur réussisse. Les grands Majors ont fait en 1990 des bénéfices records. Et maintenant que le prix du baril de pétrole se stabilise autour de 20 dollars, après avoir grimpé jusqu'à 30, c'est avec le fuel qu'ils peuvent faire des affaires.

Les prix du gazole flambent, paraît-il, sur les marchés internationaux. Et la demande s'emballe, en tout cas en France, où la vague de froid a accentué la tendance. Les livraisons auraient grimpé de 10,7 % par rapport à l'an dernier à la même époque, et la secrétaire d'Etat à la Consommation, Véronique Neiertz, s'en inquiète, parle de hausses abusives et s'agite une fois de plus dans le vide.

Les responsables, selon elle, seraient les détaillants qui ont profité de la hausse sur les marchés internationaux pour agrandir leurs propres marges, un petit coup de pouce de 7 à 17 centimes par litre. Mais attention, de la part du gouvernement, pas question de contrainte, de limitation des prix ou autres mesures autoritaires. La secrétaire d'Etat souhaite «discuter» avec les distributeurs de fuel et les pétroliers Elf et Total, pour obtenir des «engagements de modération».

Ainsi, qu'en termes galants ces choses-là sont dites ! En attendant, Véronique Neiertz conseille aux particuliers... d'attendre l'été pour remplir leurs cuves de fuel. Vraiment il fallait y penser !

Opération de police... d'assurance

Les juristes des compagnies d'assurances étudient activement les moyens d'échapper aux remboursements des dommages qui pourraient résulter d'attentats terroristes en France.

Depuis une loi de septembre 1986, les victimes d'attentats sont indemnisées grâce à un fonds financé par les assurés eux-mêmes, qui payent pour cela une taxe sur toutes les assurances de biens. Mais les compagnies, d'accord pour percevoir la prime, ne le sont plus du tout pour payer.

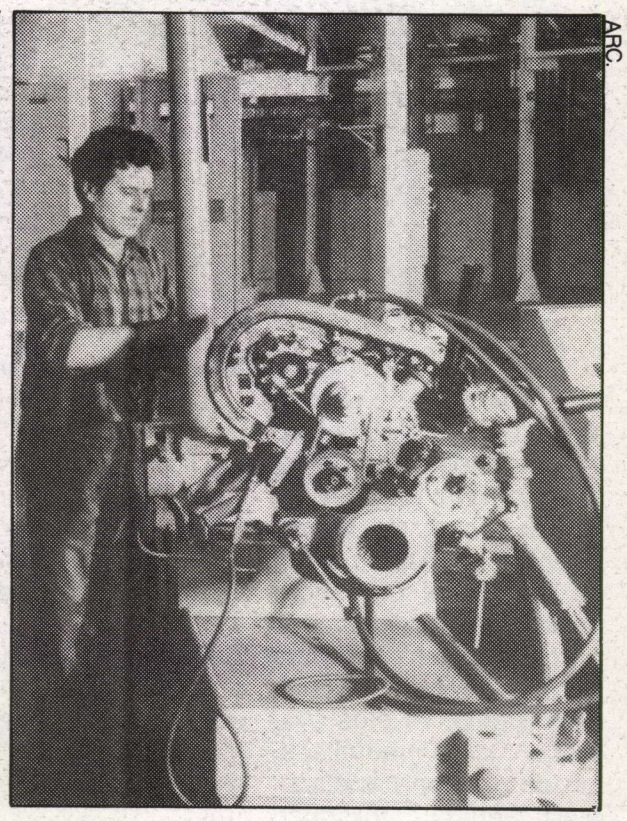
Une récente note interne du syndicat patronal, la Fédération française des sociétés d'assurances, caresse l'idée de considérer toute vague d'attentats en relation avec la guerre du Proche-Orient comme un acte de guerre. Dans ce cas, seuls les dommages corporels seraient indemnisables. Les protections décès et dommages aux biens ne joueraient pas. C'est écrit (en tout petit) dans les polices : en cas de guerre, on n'assure plus. Ces gens-là, non contents de se tailler sur mesure des polices à leur convenance, veulent maintenant aussi, en prime, baptiser "guerre" ce que Rocard qualifie de simple opération de police. Ils ont une assurance à vous couper le souffle.

CE N'EST PARCE QUE LES PATRONS LICENCIENT QU'ILS NE CONTINUENT PAS À S'EN METTRE PLEIN LES COFFRES

AFP

Les ventes d'automobiles connaissant actuellement un recul en France et sur les autres marchés, on assiste dans les usines des deux principaux constructeurs, Renault et Citroën-PSA, à des réductions d'activité selon différentes formes. Ce sont les contrats d'intérim en premier qui sont interrompus, les samedis travaillés auxquels il avait été largement recouru l'an passé et auxquels aujourd'hui il est mis fin, et maintenant l'annonce de chômage partiel massif.

AFP



ARC.

Mais si ces mesures font l'objet d'une relative publicité de la part des moyens d'information, car elles touchent de grandes entreprises phares où existent des syndicats, il n'en est pas de même pour d'autres entreprises où on licencie aussi : les sous-traitants ou équipementiers de l'automobile, lesquels fabriquent une part de plus en plus grande de ce qui entre dans le produit fini de l'industrie automobile. Alors qu'il y a encore quelques années Renault, Peugeot, Citroën, fabriquaient presque tout dans leurs usines, ils se sont progressivement reconvertis en donneurs d'ordres auprès d'entreprises soit déjà existantes, soit qu'ils ont contribué à constituer, y compris en y envoyant des cadres et du personnel, voire des machines, et qui de fait sont sous leur dépendance. Avec comme avantage pour eux qu'au niveau des salaires, des conditions de travail et de sécurité, et surtout au niveau de ce qu'ils nomment «la mobilité du personnel», les patrons s'y sentent les mains plus libres.

C'est dans ces entreprises que les travailleurs aujourd'hui risquent d'être les plus touchés par la récession de l'automobile.

Mais contrairement à ce qu'on pourrait croire de prime abord, les équipementiers ou sous-traitants ne sont pas pour la plupart de pauvres PME qui risquent d'être étranglées par la conjoncture.

Le journal économique *Les Echos* du 11 février 1991 nous éclaire un peu sur quelques-unes d'entre elles. Il cite la Financière du Valois, le groupe Michel Coencas réalisant 70 % de ses 6 milliards de chiffre d'affaires dans le secteur automobile. *«Au sein de la Financière du Valois, Sadefa, la double source typique en matière de fonderie, est particulièrement touchée. Mais aussi Montupet, gros fournisseur de blocs moteurs pour Renault».* Et de préciser plus loin : *«Si, en temps normal, les constructeurs se fournissent autant auprès de l'extérieur que dans leurs propres usines, ce sont ces dernières qu'ils privilégient dans les moments de creux, comme la filiale commune de PSA et de Renault, la Société Française de Mécanique. Un choix qui se fait tant aux dépens de Montupet que de la filiale de la Financière du Valois. D'où quatre jours de chômage technique par mois pour chacune des deux entreprises, mais aussi l'annonce de 230 suppressions d'emplois pour 1991, soit plus de 20 % des effectifs chez Sadefa. Autre société du groupe touchée par la crise : Vieux Condé, l'ancienne visserie-boulonnerie de Peugeot qui subira 240 suppressions d'emplois, faute d'un plan de charge suffisant».*

Le même article nous apprend que, dans le même temps, la société financière du Valois investit une trentaine de millions dans ses filiales allemandes, italiennes et espagnoles et très prochainement britannique, et qu'elle rachète des PMI allemandes fournissant Daimler Benz, Volkswagen ou Opel, qu'un équipementier français en dépôt de bilan, Electroforge, entre dans la société et qu'elle reprend à Chausson sa filiale spécialisée dans les embrayages, Chenard et Walker, tandis qu'elle se réserve encore une trentaine de millions *«à l'équipement des 25 000 mètres carrés de la nouvelle future usine Gemmer» !*

Comme le proclame son PDG, *«c'est dans ces périodes de crise qu'il faut investir».* Et la compagnie Financière du Valois n'est pas la seule parmi ceux qui contrôlent la sous-traitance dans l'automobile, à jongler avec les millions en même temps qu'avec les licenciements. Que ce soit Valeo, Arbel, ou encore d'autres cités par *Les Echos.* Tout ce qu'on peut constater, c'est que ceux qui ont déjà mis, ou s'apprêtent encore à mettre des travailleurs sur le pavé ont des réserves. Et ce n'est, de toute façon, pas aux travailleurs à accepter de faire les frais de la casse que les patrons provoquent eux-mêmes avec leur système.

Louis GUILBERT

Région d'Angers

20% DE BAISSE DES SALAIRES : LES TRAVAILLEURS DE TRW EN COLÈRE

TRW-REPA, une usine fabriquant des ceintures de sécurité dans la région d'Angers, s'est illustrée dernièrement en nous proposant (ouvriers de production seulement) un nouveau contrat de travail, prévoyant une baisse d'environ 20% de notre salaire. En cas de refus, le patron nous menaçait de la porte !

Mais sur les 140 ouvriers concernés, nous sommes 112 à avoir refusé son chantage. Le patron nous a alors informés que nous serions "probablement" licenciés. C'est le "probablement" qui a mis le feu aux poudres.

Lundi 28 janvier, comme le patron refusait de nous donner des précisions sur ses projets de licenciements, nous avons décidé de le garder au frais toute la nuit. Et le lendemain, nous nous sommes mis en grève, en bloquant toute production.

Dans l'intervalle, nous recevons notre feuille de paye avec... 20% en moins. Nous décidons d'aller récupérer la différence. Le patron nous promet alors un chèque mais, méfiants, nous préférons aller le chercher nous-mêmes le vendredi 1er février, et nous ne quittons les bureaux qu'avec nos chèques en poche.

Le lendemain, 13 d'entre nous reçoivent une lettre de licenciement pour faute lourde. Et le lundi, des vigiles nous interdisent l'entrée de l'usine. Des cadres nous proposent de signer un engagement à reprendre le travail pour pouvoir rentrer dans l'usine. Résultat : tout le monde est resté dehors.

Le patron nous assigne alors en référé, en exigeant la levée du "piquet de grève", ce qui est pour le moins cocasse. Le jeudi 7 février, le juge rend son arrêt précisant *"qu'aucune entrave à la liberté du travail ne peut être retenue, la présence d'un groupe important de salariés devant les grilles de la société ne trouvant son origine que dans le comportement de l'employeur".*

Le lendemain, plusieurs cadres viennent nous proposer de nous licencier "à l'amiable", sans préavis, avec toutes les indemnités légales. Ceci concerne tout le monde, y compris, les 13 "fautes lourdes".

On peut donc dire que la direction s'est ramassée une première claque sur le plan juridique. Et ce ne sera peut-être pas la dernière, car notre détermination à empêcher ses sales coups n'a pas faibli.

Au Siège social de Renault (Boulogne - 92)

UN BON DÉBUT POUR LES ÉLECTIONS DE DÉLÉGUÉS

Le 31 janvier dernier, le quorum n'a pas été atteint aux élections de délégués du personnel du Siège social de la Régie Renault.

Le même phénomène s'était produit l'année dernière à pareille époque, pour les mêmes élections, à la suite du refus des dirigeants de la CGT de représenter sur leur liste un camarade de notre tendance.

Avec le soutien de nombreux syndiqués et employés de son secteur, il avait appelé à l'abstention et au vote blanc ou nul au premier tour. Au deuxième tour, 236 personnes avaient voté pour la liste des candidats libres qu'il avait constituée avec trois autres de ses camarades, et les quatre candidats de cette liste ont tous été élus.

Exclus tous les quatre de la CGT aussitôt après leur élection, ces camarades ont exercé leur mandat tout au long de l'année.

La loi n'autorisant au premier tour que les listes présentées par les syndicats reconnus représentatifs, ces camarades ont donc été contraints d'appeler une nouvelle fois à l'abstention ou au vote blanc ou nul, pour pouvoir se représenter au suffrage de leurs camarades de travail.

Le 21 janvier dernier, la diffusion d'un tract d'appel en ce sens aux travailleurs du Siège social a été rapidement et brutalement interrompue par une dizaine de vigiles et de responsables du gardiennage qui se sont emparés de tous les tracts et en ont arraché.

Le prétexte à cette intervention musclée ? Une phrase du tract qui disait que la sale guerre du Golfe, on ne manquera pas de nous la faire payer à nous, les travailleurs. Les vigiles et, derrière, la direction motivaient leur intervention en disant qu'il s'agissait d'un tract politique et non syndical. Cette agression n'a pas empêché que l'appel à l'abstention se fasse par oral à l'entrée du self du Point-du-Jour et aussi par affiche.

Un second appel a été diffusé : «*Aidez-nous à être présents dans les élections de délégués du personnel*», commençait-il. Eh bien, il a été entendu : malgré la tentative d'intimidation de la direction et les pressions de milieux cadres pour que tout le monde aille voter, il manquait 58 voix lors du dépouillement pour que le quorum soit atteint.

La liste des candidats libres déposée pour le deuxième tour qui est prévu pour le 5 mars prochain s'est élargie. Cette année, elle comprend sept candidats.

Il nous reste trois semaines pour convaincre un maximum d'employés du 2e collège du Siège de voter pour cette liste. C'est possible : de nombreux employés des différents secteurs du Siège social ont semble-t-il apprécié le travail des élus de cette liste l'année dernière et sont prêts à lui renouveler leur soutien pour 1991. A suivre donc.

Pour le n° 1 de l'assurance

AH QUE LA GUERRE EST PROMETTEUSE !

Profiter de la guerre pour motiver ses futurs clients en leur montrant comment une bombe pouvait exploser dans un supermarché, l'UAP, elle, l'a osé. On ne se dit pas N° 1 de l'assurance pour rien !

Dans l'émission «Ciel mon mardi» du 29 janvier, un journaliste a lu, sans toutefois préciser qu'il s'agissait de l'UAP, la note d'un responsable commercial du Sud-Est adressée à ses subordonnés. Cette circulaire récapitule les arguments à développer devant le futur assuré.

2/ ASSURANCE VIE avec I.J. : " Savez - que L'U.A.P. garantit en cas d'attentats ?
Si vous êtes victime d'une bombe dans un super marché ou un quelconque lieu public, nous vous garantissons tant en I.J. que DECES - INVALIDITE TOTALE ou partielle"...

Ce type d'approche doit nous aider à augmenter nos affaires dans la crise actuelle; plus nous traumatiserons nos prospects, plus nous leur donnerons envie de devenir clients; le reste n'est que littérature....

Il s'agit de «traumatiser» le client potentiel pour l'assurer. La circulaire est très explicite et conseille de dire : «*Si vous êtes victime d'une bombe dans un supermarché ou un quelconque lieu public, nous vous garantissons, tant en I.J.* (indemnités journalières) *que décès-invalidité totale ou partielle*». La note rajoute : «*Ce type d'approche doit nous aider à augmenter nos affaires dans le sens de la crise actuelle ; plus nous traumatiserons nos prospects, plus nous leur donnerons envie de devenir clients ; le reste n'est que littérature*». (Le prospect est le futur assuré).

Pour ce cadre supérieur, motiver ses troupes est d'autant plus important que lui-même touche une commission susbtantielle sur chaque contrat d'assurance réalisé par ses subordonnés. Il ne s'agit donc pas de rigoler ! Quiconque n'atteindra pas le nombre de contrats se verra licencié sans autre forme de procès. C'est d'ailleurs la rotation perpétuelle du personnel dans les compagnies d'assurances, qui profitent de la crise pour embaucher, presser comme des citrons et jeter à la rue de nombreux jeunes et moins jeunes.

Correspondant LO

Hôpital d'Angers

PREMIER RECUL DE LA DIRECTION

A l'hôpital d'Angers, nous sommes une centaine à effectuer des astreintes à domicile, c'est-à-dire qu'après notre journée de travail et le week-end nous restons près du téléphone à la disposition de l'hôpital.

Pour la direction, c'est une grande économie de personnel, surtout que, ces astreintes n'étant pas «autorisées» par le statut, chaque hôpital paye au tarif qu'il veut.

Or à Angers nous sommes les plus mal payés de tout l'Ouest : au maximum 53,37 F par nuit, pas même de quoi payer une garde pour les enfants !

Le système devrait s'appliquer au volontariat mais, dans les faits, on est désigné volontaire d'office dès qu'on est affecté au bloc opératoire ou en hémodialyse par exemple.

Depuis plusieurs mois, dans les blocs, nous sommes en bagarre avec la direction pour l'augmentation de ce tarif de 200 %.

Dans un premier temps, la direction a déjà cédé 50 % d'augmentation, mais ça ne fait pas le compte.

Le directeur du personnel a eu beau nous faire son cinéma et nous sortir son couplet sur le manque de budget, les restrictions, la conscience professionnelle... nous avons quand même décidé de cesser les astreintes lundi dernier 28 janvier.

Dès le mardi, nous avions droit à une réunion avec le directeur général. Il est prêt à doubler le tarif actuel avec un rattrapage pour 1990 car, comme il nous l'a dit, il n'a pas envie que «le mécontentement gronde».

C'est déjà une demi-victoire et nous nous sommes donné rendez-vous le 13 février, après le Comité Technique Paritaire, pour décider de la suite à donner à notre mouvement.

ELM Leblanc (Drancy - 93)

Allez chauffe Marcel !

ELM-Leblanc étant un des premiers fabricants de chaudières murales à gaz d'Europe, et sans doute même du monde, on aurait pu s'attendre à ce que le personnel qui travaille dans ses usines soit au moins correctement chauffé. Eh bien, pas du tout : on crève de froid chez Leblanc !

Ainsi, le jour où le thermomètre affichait –12 °C dans la cour de l'usine, il faisait à peine 10 degrés (au-dessus de zéro quand même !) dans l'atelier où sont montés les capots de chaudières GVM, en face du bureau du directeur de production. Et dans bien d'autres secteurs ce n'était guère mieux.

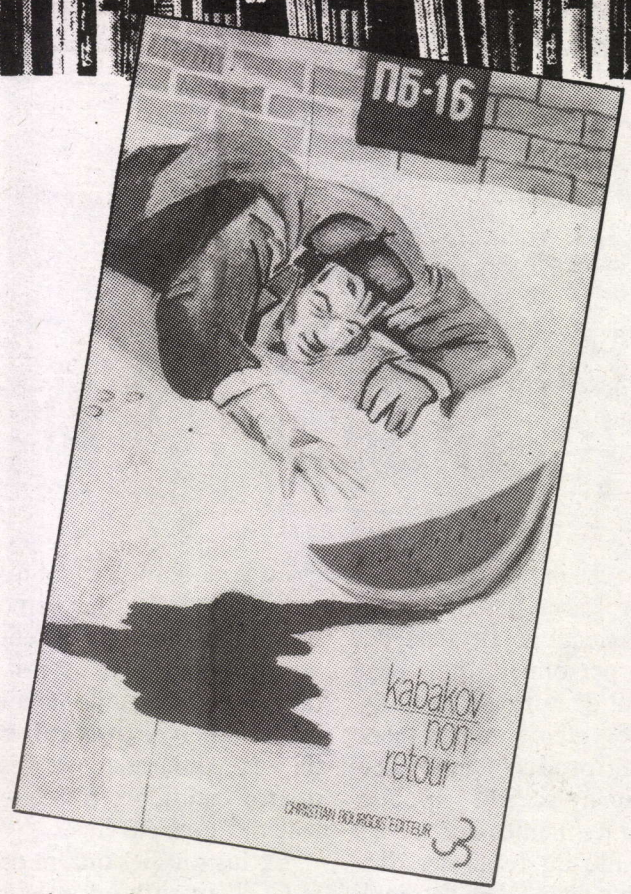
Devant le mécontentement des ouvriers, emmitouflés dans leurs pull-overs et leurs manteaux, la direction n'a eu d'autre solution que d'aller faire le tour des loueurs pour se procurer des chauffages d'appoint. Un comble tout de même ! On a ainsi vu arriver ce jour-là des "fusées" à gaz de marque "Andrew" et des appareils de chauffage loués chez "Kiloutou".

On a aussi vu des chefs improviser des popotes roulantes pour distribuer des viandox et des chocolats chauds.

Si des clients avaient pu visiter l'usine à ce moment-là, ils auraient sans doute été effarés par les talents de chauffagiste du patron Marcel Leblanc, dont la publicité n'hésite cependant pas à proclamer "chaleureusement vôtre" !

Correspondant LO

"NON-RETOUR" d'Alexandre Kabakov



■ Alexandre Kabakov, l'auteur de *Non-retour,* un roman d'anticipation très court et noir, appartient à la génération des écrivains et journalistes qui se sont enflammés pour la «perestroïka» et qui, au fil des ans, ont déchanté, certains devenant des tenants affirmés d'un retour au capitalisme, d'autres, tel Kabakov, insistant sur ce qu'il pourrait advenir de l'URSS si l'on se détournait d'un Gorbatchev qu'ils présentent comme un moindre mal.

Non-retour se déroule sur un double plan. Celui du présent – un présent qui date de 1988, année où le livre a été écrit – de la société soviétique, avec ses institutions bureaucratico-policières qui n'ont guère changé, même si on les a badigeonnées de couleurs prétendument démocratiques. Et celui du proche avenir : ce que deviendrait l'URSS après un coup d'Etat militaire, situé en 1992, sur fond de désagrégation du pouvoir et du pays et d'exacerbation des haines nationales.

Le héros de cette fiction a la faculté d'aller explorer l'avenir. Il est présenté comme le prototype de l'intellectuel porté à ne pas se satisfaire des «réformes».

L'URSS telle que la voit Kabakov après 1992 est un pays sans foi ni loi, éclaté, livré aux bandes armées, démantelé entre les Emirats unis de Boukhara et Samarkand, les Fondamentalistes sociaux du Turkestan, le Parti chrétien-démocratique de Transcaucasie, les Radicaux catholiques de la Fédération balte, les Communistes de gauche de Sibérie et bien d'autres encore, dressés les uns contre les autres. La population, quand elle réussit à échapper aux massacres aveugles, n'a d'autre choix que de chercher un refuge précaire auprès de «ses» propres massacreurs nationaux.

Au lecteur occidental, cela évoque sans doute plus le Liban que l'URSS. Mais, pour apocalyptique que soit ce tableau, il n'est pas invraisemblable. Gorbatchev, il y a quelques mois, n'utilisait-il pas le mot «libanisation» pour décrire l'état du pays ?

Sous cet aspect, ce roman donne à voir un avenir dans lequel pourrait bien s'enfoncer l'URSS si rien ne vient bouleverser l'actuel rapport des forces en présence.

Ce n'est certes pas à la classe ouvrière que pense Kabakov pour sortir le pays de son impasse actuelle, mais à cette intelligentsia à laquelle il appartient et à qui il s'adresse. Il se fonde sur l'état d'esprit de celle-ci, effrayée par le désordre naissant et qui confond dans une même peur et un même rejet révolution ou coup d'Etat militaire ; bref, tout ce qui lui semble, à tort ou à raison, menacer son mode de vie et cet avenir à l'occidentale, promis par Gorbatchev mais qu'elle ne voit pas venir.

Kabakov reprend une idée à la mode en URSS : l'intelligentsia russe ferait son propre malheur en cédant à ses «vieux démons» ; à savoir, qu'elle est toute prête à passer de ses vélléités de démocratie à l'adoration du premier «sauveur» venu, pourvu qu'il fasse sentir sa poigne ; et aussi, qu'à vouloir trop, trop vite, elle court à sa perte.

Ressaisissez-vous, semble dire Kabakov à cette intelligentsia. La réalité ne ressemble pas à vos rêves, mais elle pourrait être bien pire encore : vous devez donc faire, contre mauvaise fortune, bon cœur.

C'est le point de vue de Kabakov, pas le nôtre évidemment. Mais c'est révélateur de l'état d'esprit d'une partie de l'intelligentsia et de sa vision de l'avenir, et à ce titre, intéressant.

Pierre LAFFITTE

Non-retour *d'Alexandre Kabakov. Ed. Christian Bourgois. 77 pages. 50 F.*

Télévision

Vendredi 15 février à 23 h 40 sur A2

UN ROI A NEW YORK DE CHARLIE CHAPLIN

■ Dans le cadre de la rétrospective consacrée à l'œuvre de Charlie Chaplin, qui nous a permis de voir, ou de revoir, entre autres chefs-d'œuvre *Les temps modernes, Le dictateur, La ruée vers l'or,* Antenne 2 a programmé *Un roi à New York.*

Même si ce film ne compte pas parmi les plus grandes réussites de Charlie Chaplin, il mérite d'être vu. Il raconte les péripéties d'un roi d'opérette chassé d'un pays européen imaginaire par une révolution de palais. Il se réfugie dans un pays réputé démocratique : les Etats-Unis. La première partie du film est une satire plaisante de divers aspects de la vie américaine et en particulier de la télévision qui entrelarde n'importe quelle émission de messages publicitaires. Ce film a été réalisé en 1957 et depuis, comme on dit, «on en a vu d'autres».

Mais la cible essentielle de Charlie Chaplin est ailleurs. Il règle ses comptes avec ceux qui menèrent la «chasse aux sorcières» contre les communistes et les gens de gauche, de 1947 jusqu'au milieu des années cinquante.

Chaplin lui-même avait été victime du Maccarthysme. Dix ans plus tôt, en 1947, il avait réalisé *Monsieur Verdoux,* un film particulièrement grinçant montrant un homme empoisonnant ses épouses successives, modeste artisan du crime en comparaison des industriels et des marchands de canons qui s'enrichissent grâce aux guerres.

Dans la presse, les réactionnaires se déchaînèrent contre lui et une association anti-communiste, l'American Legion, organisa des piquets devant les salles qui passaient son film. Le FBI qui enquêtait sur sa personne depuis 1922 préparait un dossier pour le faire passer devant la Commission des Activités Anti-américaines.

Charlie Chaplin se réjouissait à l'avance à la perspective de comparaître déguisé... en Charlot.

Les maccarthystes lui refusèrent ce plaisir mais le traînèrent dans la boue en collationnant des «témoignages» l'accusant de «turpitude morale». Il quitta les Etats-Unis en 1952, mais les attaques se poursuivirent contre lui.

En 1957 il répliqua donc par ce film amer qui comporte tout de même des scènes très drôles.

La fin du film est poignante. Elle montre le FBI exerçant un chantage sur un jeune garçon aux idées radicales et en faisant un délateur à son service. Qui pourrait affirmer que de telles méthodes n'ont plus et n'auront plus jamais cours dans des Etats comme celui de la France ou celui des USA, qui se flattent d'être des démocraties ?

Jean-Pierre CALVI

Vendredi 15 février à 23 h 40 sur l'A2.

"Milena" de Véra Belmont

Milena Jesenska fut, dans les années de l'entre-deux-guerres, une journaliste pragoise connue. Elle n'hésita pas à quitter un journal bourgeois qui, paralysé par ses commanditaires, lui refusait un article sur une grève ouvrière réprimée par la troupe, pour aller le proposer à la presse communiste alors naissante. Le film évoque les grandes étapes de la vie de cette femme de caractère, interprétée de façon assez convaincante par Valérie Kaprisky.

Etudiante, elle fréquenta quelques-uns des intellectuels à qui la postérité reconnaîtrait plus tard du talent, voire du génie. Très jeune, elle avait traduit en tchèque les romans de Franz Kafka, un compatriote qui écrivait en allemand. Ces traductions entraînèrent une correspondance entre Milena et Kafka et alimentèrent une longue amitié.

Le film évoque aussi avec tendresse l'amitié indéfectible qui unissait Max Brod, un dramaturge médiocre, à Franz Kafka. Il allait jouer un rôle déterminant, comme biographe et sauveur des manuscrits de son ami, mort de la tuberculose.

La vie de l'intelligentsia de Prague ou de Vienne ne pouvait pas se résumer à des mondanités. Celles-ci existaient, mais la tourmente des années 1930 et 1940 était en train de lever. Et un critique musical en vue, s'il était juif, devait affronter l'antisémitisme ambiant... Pour faire face, Milena ne manquait pas de caractère. Toute jeune, elle l'avait déjà montré, ne craignant pas de rompre avec son médecin de père, un tyran domestique. Du caractère, elle en eut encore pour s'enfuir avec son premier mari, le critique musical déchu. Mais, aussi amoureuse soit-elle, elle n'entendait pas se laisser bafouer et se retrouva seule à trimer comme porteur dans une gare, déguisée en homme parce que dans ce métier on n'embauchait pas les femmes !

Milena fut confrontée au nazisme comme au stalinisme. Après des années de collaboration avec la presse stalinienne, elle prit ses distances au moment des procès de Moscou et fut écartée du journal stalinien pour lequel elle travaillait. Son second mari, un architecte parti pour Moscou, ne donnait bientôt plus signe de vie et elle dut se débattre, presque seule, avec sa fille. Elle connut une période de déchéance.

Elle devait mourir en 1944 au camp de Ravensbrück, où elle fut déportée pour avoir aidé des Juifs à fuir l'occupation nazie de la Tchécoslovaquie.

Le film réussit surtout dans le portrait, souvent émouvant, de cette femme qui ne pliait guère. Il est beaucoup moins convaincant quand il s'essaye à faire sentir l'air du temps où elle vécut. D'autant qu'il n'échappe pas aux idées à la mode d'aujourd'hui et qu'il préfère donner la part principale à la lutte contre l'anti-sémitisme, alors qu'il n'évoque qu'en passant et toujours de façon péjorative l'espoir que représentait alors pour des millions d'hommes le mouvement communiste.

Jacques FONTENOY

Des livres sur Milena Jesenska

Plusieurs livres ont été traduits en français. Deux sont biographiques : *Vie de Milena de Prague à Vienne,* de Jana Cerna (Livre de Poche) ; rédigé par sa fille, il a servi de canevas pour le film. Mais il est beaucoup plus fade que le *Milena* de Margarete Buber-Neumann (Points Actuels-Seuil), écrit par une militante qui se rapprocha un temps de l'opposition trotskyste après que son compagnon, un dirigeant stalinien allemand, eut été liquidé par Staline. Elle décrit leur vie à Ravensbrück, et notamment leurs difficultés avec le milieu stalinien, une partie éludée par le film.

"Henri V" de Kenneth Branagh, d'après la tragédie de William Shakespeare

Fort heureusement la censure tatillonne n'a pas arrêté ce film, en dépit d'un grand nombre d'allusions, involontaires, à la guerre du Golfe !

Pour commencer, c'est au nom de son «bon droit» (pas international, seulement dynastique) que le roi d'Angleterre Henri V envahit la France afin d'en conquérir la couronne. Les tractations et marchandages franco-anglais paraissent étonnamment modernes, à moins que ce soit notre époque qui n'ait au fond pas tellement évolué depuis le XV^e^ siècle.

Comme dans toutes ses pièces historiques, Shakespeare a quelque peu «arrangé» la vérité, au bénéfice des Anglais, en général, et de son héros Henri V en particulier. Avant l'invention du bourrage de crâne radio-télé, la propagande se faisait déjà par la voie théâtrale !

L'histoire se déroule à peu près à la mi-temps de la guerre de Cent Ans. La bataille d'Azincourt, l'épisode central de la pièce et du film, a eu lieu en 1415, exactement un siècle avant le fameux «1515-Marignan». La petite armée d'Henri V, débarquée sur le continent, s'étant heurtée à trop forte partie, faisait retraite sous une pluie incessante dans le nord de la France, devant une armée française très largement supérieure en nombre.

Seulement l'armée française était encore féodale, avec des chevaliers qui ne songeaient qu'à étaler leur bravoure sans se soucier ni de la discipline ni même de leurs propres troupes à pied, des gens du peuple méprisés. En revanche l'armée anglaise était infiniment plus «nationale» et le roi bénéficiait d'un soutien populaire bien réel. Cela se traduisait par deux façons de combattre absolument opposées : chez les Français l'essentiel était constitué par la cavalerie seigneuriale, lourdement couverte d'armures, alors que chez les Anglais dominaient les soldats du peuple, des archers le plus souvent, légers et terriblement efficaces.

La chevalerie française s'était pourtant déjà fait battre à plate couture par les Anglais quelques décennies auparavant, lors des batailles de Crécy et de Poitiers. Mais la noblesse française avait la tête aussi dure que ses armures et, pour la troisième fois, elle galopa au désastre à Azincourt. Elle y perdit plus de 10 000 hommes dans une abominable boucherie.

A la suite de quoi Henri V, tout en demeurant roi d'Angleterre, fut proclamé successeur du roi de France. Mais il mourut peu de temps après, et son fils, Henri VI, perdit rapidement toutes ses conquêtes...

Le film est superbe ! C'est à la fois du «grand spectacle» et un magnifique portrait du roi Henri. Jeune débauché, il se transforme (comme d'autres monarques l'ont fait d'ailleurs) en accédant au trône. Il devient un roi modèle : audacieux mais gardant la tête froide, proche de ses soldats tout en sachant les galvaniser, et n'hésitant pas à sévir contre ses anciens compagnons de débauches si ceux-ci entravent la raison d'Etat.

On comprend qu'en face, le roi de France à la si triste mine n'ait pas pesé lourd, et encore moins cet imbécile et vaniteux de Dauphin (le futur Charles VII, qui finira quand même par l'emporter, bien qu'il ne le méritât pas).

De l'excellent théâtre devenu un excellent film.

André VICTOR

LES PIRES ARMES NE SONT PAS PIRES QUE CEUX QUI EN DÉCIDENT L' EMPLOI

On ne nous parle plus aujourd'hui de guerre-éclair, propre et sans bavure.

Par contre, il est de plus en plus question de discuter l'éventualité de l'utilisation, par les «coalisés», d'armes chimiques ou nucléaires.

Le ministre de la guerre américain avait déjà déclaré, il y a une dizaine de jours, qu'il ne s'opposerait pas à l'usage éventuel de «l'arme absolue» (c'est-à-dire l'arme atomique) par Israël, si Saddam Hussein employait l'arme chimique. Mitterrand, lui, à l'air de penser que l'armée américaine elle-même serait bien capable d'employer l'arme chimique ou nucléaire, puisqu'il dit s'y opposer, comme si dans cette guerre c'était lui qui décidait, et non lui qui suivait...

Par ailleurs, on nous explique aussi que les gaz employés par Saddam Hussein étaient bien plus dangereux contre les paysans kurdes, surpris et désarmés, qu'ils ne le seraient contre les troupes occidentales archi-protégées et préparées et qu'en somme, les gaz employés par les Irakiens ne seraient militairement pas très efficaces. Mais alors, pourquoi envisager de répondre de la même façon, et en pire ? Pourquoi franchir un pas de plus dans l'escalade de la terreur, si cela n'a pas de véritable justification militaire ?

Ce ne serait pas la première fois.

Quand l'armée américaine largua ses bombes atomiques en 1945 sur Hiroshima et Nagasaki, le Japon était déjà militairement vaincu. Il s'agissait de terroriser les peuples, qui à la fin de la guerre, après tant de souffrances, de morts et de privations, auraient pu être tentés de faire la révolution sociale, comme cela s'était produit à la fin de la Première Guerre mondiale.

Si demain l'état-major américain ose employer des armes chimiques ou nucléaires sur l'Irak, ce ne sera pas contre Saddam Hussein, mais contre le peuple irakien. Et aussi, à titre d'exemple, contre tous les peuples de la planète.

Il s'agirait pour le gouvernement US de gagner la guerre en évitant au maximum d'y perdre des soldats américains. Il s'agirait d'éviter la réaction de l'opinion publique américaine devant l'arrivée de sacs-cercueils de jeunes américains morts dans les sables.

Il s'agirait d'éviter le choc des combats terrestres, pour s'en tenir à la destruction des combattants irakiens, comme des civils, de loin, en réduisant les pertes américaines au minimum : la guerre aseptique d'un côté, en n'en laissant le côté horrible qu'en face.

Bien sûr Bush y trouverait peut-être le soutien d'une partie de son opinion publique mais peut-être y connaîtrait-il, à juste titre, l'opprobe de tous les gens honnêtes du monde entier. On comprend qu'il hésite et l'on comprendrait qu'il renonce.

Mais comme nous le disons ce ne serait pas la première fois. Les dirigeants US s'en sont remis depuis 1945. Mais peut-être ne s'en remettront-ils pas toujours.

"Buts de guerre et objectif de paix" :

Pierre Joxe innocent

A une journaliste qui lui demandait, sur TF1, dimanche dernier, si l'offensive terrestre devait s'arrêter à la «libération» du Koweït ou continuer jusqu'à l'éviction de Saddam Hussein ou jusqu'au démantèlement de l'Irak, Pierre Joxe, nouveau ministre de la Guerre, mais vieil habitué des roueries politiques, a répondu : *«Il y a le but de la guerre, et il y a les objectifs de la paix».*

Le but de la guerre serait, selon Joxe, la «libération» du Koweït. Mais sur ce que seraient les objectifs de la paix, Joxe s'est moins étendu. On peut comprendre sa phrase de bien des façons, mais en particulier on peut la comprendre sous la forme : nous nous sommes mis en guerre pour libérer le Koweït, mais nous ne ferons la paix que lorsque l'Irak aura été démantelé.

En fait, ce que pourrait être la paix au Moyen-Orient, personne n'en sait rien. Certainement pas Joxe et peut-être même pas Bush. Car les peuples ont aussi leur mot à dire. On sait comment éclatent les guerres, pas toujours pourquoi, mais on ne sait jamais à l'avance comment elles vont se terminer.

L'économie des grandes puissances, et tout particulièrement l'économie des Etats-Unis a besoin, pour ses ressources énergétiques, du pétrole du Moyen-Orient. Les Etats-Unis en particulier en ont besoin, et ont besoin de le payer au prix fixé par eux.

C'est pourquoi, pouvoir jouer sur les divisions entre l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Irak, l'Iran, les Emirats Arabes Unis, est une façon pour eux de peser sur les prix du pétrole.

La paix revenue, si paix il y a, ce problème sera toujours le même. Les Etats-Unis auront besoin d'alliés économiques et politiques dans cette région du monde. Ils peuvent compter, certes, sur le plan politique, sur Israël comme force de frappe contre n'importe quel Etat arabe de la région. Mais ce n'est pas Israël qui leur fournira du pétrole. Il leur faut d'autres alliés. Peut-être, s'ils sont les grands vainqueurs de la guerre, pourront-ils conclure une paix qui diminue la puissance de l'Irak, ne serait-ce qu'en le divisant. Mais si cela est, il faudra peut-être aussi qu'ils diminuent la puissance de l'Iran qui deviendra alors un danger plus grand pour eux et leur ravitaillement en pétrole, et un danger plus grand aussi pour Israël.

De son côté, l'Arabie Saoudite, leur alliée d'aujourd'hui, sera alors super armée et, elle aussi, fera courir un danger à leur allié Israël. Alors, il n'est peut-être pas dit que les Etats-Unis aient tellement avantage à voir la puissance de l'Irak diminuée.

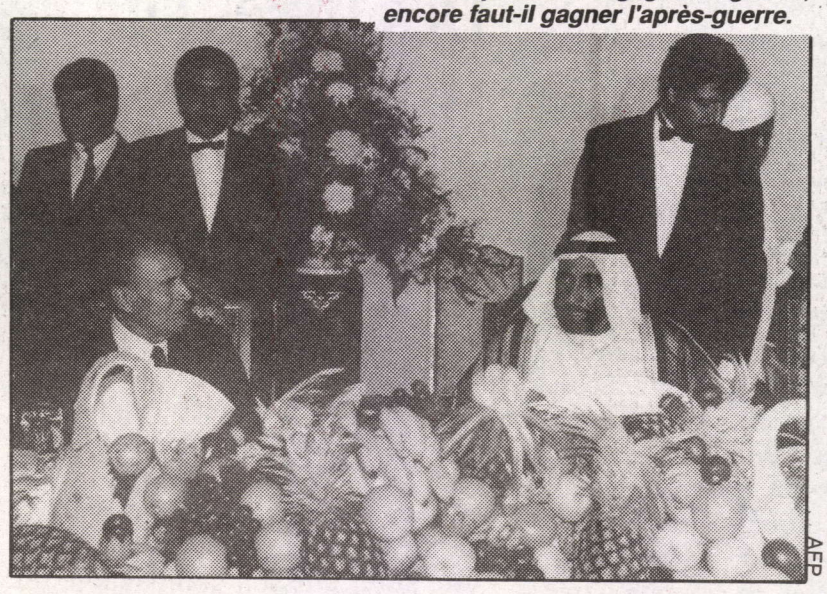
Et la guerre, car il n'y a jamais eu de paix au Moyen-Orient, et il n'y en aura sans doute jamais, si les Etats-Unis la gagnent complètement, se terminera peut-être (mais peut-être seulement) par le remplacement de Saddam Hussein par un autre dictateur tout aussi sanglant, mais provisoirement à la solde des Etats-Unis, sans que la puissance de l'Irak en soit diminuée. Ce qui n'exclut pas que ce soit finalement avec Saddam Hussein que Bush négociera.

Tout cela pour que ce Moyen-Orient reste divisé entre Etats hostiles et rivaux, adversaires prêts à s'entre-déchirer pour que les Etats-Unis, à la tête des grandes puissances impérialistes, puissent asseoir et maintenir leur domination économique dans cette région, en jouant les arbitres musclés envers les rivalités qu'ils auront suscitées et les crises qu'ils auront provoquées.

Mais le seul dont cela ne dépend vraiment pas, c'est sûrement Pierre Joxe !

O.B.

AFP



AFP

Ce n'est pas tout de gagner la guerre, encore faut-il gagner l'après-guerre.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995